

*l'Anti*capitaliste

N°147 | Juin 2023 | 4,5 €

la revue mensuelle du **NPA**



**DES SOULÈVEMENTS, DES LUTTES,
POUR UNE ALTERNATIVE ANTICAPITALISTE**



**413 MILLIARDS DE FUITE EN AVANT
MILITARISTE. POUR QUOI FAIRE ?**



**CONTRE LE PATRIARCAT ET LE
CAPITALISME, CONSTRUONS DES
PRIDES DE LUTTE, DE MASSE !**



**DE L'EFFICACITÉ ET DE L'UTILITÉ DE
LA GRÈVE: RETOUR SUR LE COMBAT
DES OUVRIÈRES DE VERTBAUDET**

ÉDITORIAL

Hélène Marra *De l'efficacité et de l'utilité de la grève :*
retour sur le combat des ouvrières de Vertbaudet **P3**

PREMIER PLAN

Antoine Larrache *Des forums anticapitalistes,*
pour reconstruire un parti pour les exploités et les opprimés **04**

Hor, Sally Brina et Awena Connolly *Contre le patriarcat et le capitalisme,*
construisons des Prides de lutte, de masse ! **P7**

Adrien Guilleau *Loi de programmation militaire 2024-2030 :*
le repli stratégique de l'armée française dans les colonies **P10**

Entretien avec Claude Serfati *413 milliards de fuite en avant militariste.*
Pour quoi faire ? **P11**

Collectif Qiddam et magazine Al-Darb Soudan : construire un contre-pouvoir **P16**

Behrouz Farahany Iran : où en est la situation ? **P18**

Leda Iran : Le long combat des femmes **P19**

Entretien avec Sara Salemi Iran : « La Maison des Travailleurs
est un des rouages du pouvoir » **P20**

DOSSIER

Jean-Claude Laumonier *La retraite « chemin du pouvoir » sur le travail ?* **P22**

Entretien avec Mathieu Rigouste « La bourgeoisie a
de moins en moins recours au spectacle démocratique » **P26**

DISPARITION

Claudio Albertani Esteban Volkov, mort d'un dernier témoin **P28**

LECTURES

Vincent Charbonnier *À propos de Gramsci, via André Tosel* **P29**

Entretien avec Daniel Kupferstein *Les balles du 14 juillet 1953 :*
massacre et mensonge d'État **P33**

FOCUS

Hélène Marra *L'urgence de la radicalité*
pour désarmer l'État capitaliste et écocide **P36**

Retrouvez notre revue sur sa page du site *L'Anticapitaliste* :
<https://lanticapitaliste.org/presse/revue>. Les articles du dernier numéro y sont mis en ligne
progressivement au cours du mois, tandis que l'ensemble des numéros précédents y sont
téléchargeables en format pdf.

Illustration de Une :

31 janvier 2023, manifestation contre la réforme des retraites. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.



Marche à l'initiative de DNSI67 pour dénoncer l'expulsion des
sans-papiers de Mayotte. © Photothèque Rouge / Alex



S'ABONNER

PAR CHEQUE

à l'ordre de : NSPAC 2, rue Richard-Lenoir - 93100 Montreuil Cedex
France et DOM-TOM

Tarif standard		
Revue mensuelle	6 mois 22 euros	1 an 44 euros
Revue + Hebdo	6 mois 50 euros	1 an 100 euros
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue mensuelle	6 mois 18 euros	1 an 36 euros
Revue + Hebdo	6 mois 38 euros	1 an 76 euros

Etranger

Joindre la diffusion au 01 48 70 42 31 ou par mail :
<http://www.diffusion.presse@npa2009.org>.

PAR PRELEVEMENT AUTOMATIQUE

En complétant et retournant la formule publiée dans l'hebdomadaire et
également disponible sur : <https://lanticapitaliste.org/abonnement>

Tarif standard		
Revue + Hebdo	25 euros par trimestre	
Tarif jeunes/ chômeurs/ précaires		
Revue + Hebdo	19 euros par trimestre	

L'Anticapitaliste

la revue mensuelle du NPA

Comité de rédaction :

Fabienne Dolet, Thierry Labica, Antoine Larrache,
Maya Lavault, Hélène Marra, Robert Pelletier,
Laurent Ripart, Julien Salingue.

Pour contacter la rédaction :
contact-revue@npa2009.org

Directeur de la publication :

Julien Salingue

Secrétaire de rédaction :

Antoine Larrache

Diffusion :

01 48 70 42 31 – diffusion.presse@npa2009.org

Administration :

01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir 93108 Montreuil Cedex

Commission paritaire :

0519 P 11509

Numéro ISSN :

2269-370X

Société éditrice :

Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de
communication
SARL au capital de 3 500€ (durée 60 ans)

Tirage :

3 000 exemplaires

Maquette et impression :

Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél. : 01 48 70 42 22
Fax : 01 48 59 23 28
Mail : rotoimp@wanadoo.fr

De l'efficacité et de l'utilité de la grève : retour sur le combat des ouvrières de Vertbaudet

PAR HÉLÈNE MARRA

Vertbaudet, Disneyland Paris, Laiterie de Saint-Denis-de-l'Hôtel ou encore NTN à Allonnes : les grèves sur les salaires et les conditions de travail se multiplient en rendant visibles les effets de la crise économique et de décennies de casse du droit du travail.

L'une d'entre elles, celle portée par les ouvrières de Vertbaudet, a été érigée en lutte exemplaire. La victoire du syndicat minoritaire dans l'entreprise, la CGT, obtenue après plus de deux mois de grève et une féroce répression policière, pourrait redonner un peu de lymphe au monde ouvrier.

FINANCIARISATION, PLATEFORMISATION ET MANAGEMENT AUTORITAIRE

La grève de Vertbaudet est instructive à plusieurs égards. L'enseigne de puériculture concentre en effet une série de tendances touchant notamment les processus de financiarisation, de plateformisation et de mutation managériale des entreprises capitalistes.

Propriété du fonds d'investissement Alpha Private Equity, Vertbaudet a été racheté par la société Equistone Partners Europe, ce qui entraîne une fusion de la première plateforme européenne d'e-commerce spécialiste de l'univers de l'enfant avec un réseau de magasins du même secteur. La pandémie a constitué une aubaine pour l'entreprise qui, en 2020, a réalisé plus de 80 % de son chiffre d'affaires sur le web et obtenu une croissance de 8 % en 2021.

L'autre aspect central concerne le passage d'un modèle de capitalisme familial et paternaliste à un modèle fondé sur l'évaluation de la performance et la mise en concurrence des salariéEs. Malgré un chiffre d'affaires en hausse, les négociations annuelles obligatoires (NAO) qui se sont tenues en février, avec l'aval des principaux syndicats (FO et la CFTC), prévoyaient 0 % d'augmentation de salaire pour les ouvrières. C'est la goutte de trop déclenchant une grève historique.

LA GRÈVE COMME INSTRUMENT DE LUTTE FÉMINISTE

Des cadences de travail insoutenables, des horaires difficiles à concilier avec les tâches domestiques, un taux très élevé de maladies professionnelles et, comme corollaire, des salaires de misère grignotés par l'inflation : l'ensemble de ces facteurs a provoqué la colère des travailleuses. Malgré l'inexpérience et l'éloignement des secteurs militants traditionnels, ces ouvrières ont mené une grève héroïque en s'organisant sur le piquet contre la répression policière, le mépris de la hiérarchie et les pressions qui venaient des collègues non-grévistes.

L'expérience prolongée de l'exploitation s'est articulée à un refus de la domination de genre subie sur les lieux du travail comme dans les autres espaces sociaux. Les ouvrières ont pris conscience

de l'articulation entre l'extrême faiblesse du rapport de force et la durée de la grève et le modèle de management sexiste et autoritaire. « Ils nous méprisent car nous sommes des femmes [...] ils ne pensaient pas qu'on aurait pu tenir si longtemps », nous confie Manon Ovion, déléguée syndicale CGT. Ces femmes se révoltent donc à la fois contre la hiérarchie de classe et de genre avec la conscience que les deux sont intimement liées. Suite aux vagues de mobilisation organisées les 8 mars 2018 et 2019 en Espagne, la grève devient un instrument de lutte féministe au cours de laquelle l'égalité salariale, partage du travail domestique, refus des violences sont affirmés conjointement.

LA GRÈVE COMME LEVIER D'ÉMANCIPATION

C'est donc à partir d'une critique de la division du travail par la grève qui s'articule à la reconnaissance du travail reproductif que la pratique de la grève se renouvelle et permet de reposer, autrement, la question de la démocratisation de l'organisation et du partage du temps du travail salarié, reproductif mais aussi militant. Alors que la socialisation est empêchée par le contrôle strict du temps dans les lieux de travail, sur le piquet les grévistes apprennent à se connaître, mettent en commun leurs expériences et élaborent des revendications collectives. La grève permet donc de renverser, pour un temps donné, les hiérarchies de la société : les ouvrières s'arrêtent et prennent conscience de leur rôle dans la production des richesses ainsi que de leur capacité à modifier leur condition.

Comme dans les cas des Gilets jaunes ou des femmes de l'hôtellerie, ces « mobilisations improbables »¹ sont dirigées par des primo-militantEs, peu familièrEs avec l'action syndicale et ayant d'un faible rapport politique à leur travail. La grève représente pour ces salariéEs une expérience importante, impulsant des modifications dans leur rapport à l'action collective, au syndicalisme et, plus largement, au politique.

Revenues sur le devant de la scène avec le mouvement contre la réforme des retraites, les organisations syndicales ont tout intérêt à se saisir de ces grèves pour se renouveler, s'implanter dans de nouveaux secteurs et devenir audibles pour tout une série de travailleurs et de travailleuses isolés et éloignés des organisations ouvrières. □

1) Collovald, A. & Mathieu, L. (2009). « Mobilisations improbables et apprentissage d'un répertoire syndical ». *Politix*, 86, 119-143. <https://doi.org/10.3917/pox.086.0119>

Des forums anticapitalistes, pour reconstruire un parti pour les exploités et les opprimés

PAR ANTOINE LARRACHE

Les forums anticapitalistes, dont le NPA est une des forces initiatrices, s'inscrivent dans une analyse de la conjoncture politique comme une phase intermédiaire dans laquelle les révolutionnaires ont pour responsabilité de contribuer aux maturations de la conscience.

Notre analyse de la conjoncture, un an après l'élection présidentielle, reste celle du tableau mis en lumière par l'élection, celui d'une situation marquée par trois pôles : un mouvement ouvrier dont les directions se renouvellent, un courant de droite radicale et sous influence fasciste, et un centre instable et fragile. Cette faiblesse du pouvoir central s'est confirmée avec le mouvement sur les retraites, qui l'a mis en grande difficulté. Le mouvement ouvrier a montré ses capacités de reconstruction et de mobilisation. Le pôle réactionnaire maintient son influence comme le montrent à la fois les sondages très favorables au Rassemblement national, l'action maintenant régulière de groupes fascistes et les actions de plus en plus violentes de l'appareil d'État par la répression policière contre les mouvements sociaux, notamment écologistes dans la dernière période.

Dans les élections présidentielle et législatives et, sous une autre forme, dans le mouvement pour les retraites dominé par une intersyndicale on ne peut plus large, se sont confirmées l'aspiration du prolétariat à l'unité la plus forte et la volonté que toute orientation radicale s'exprime dans le cadre de cette unité. Hors de cette unité, c'est l'isolement, la discussion sur la stratégie de renversement du système ou sur les questions d'orientation dans le mouvement est perçue comme subordonnée à l'unité.

UNE RÉORIENTATION NÉCESSAIRE

Le NPA a dû se réorienter pour répondre à cette aspiration incontournable qui correspond à une période de reconstruction de la conscience sous le coup des attaques de la classe dominante. Par les conflits qui s'aiguisent de plus en plus, le prolétariat se reforme en tant que classe consciente de ses intérêts et, dans ce processus, la recherche de l'unité joue un rôle moteur et décisif.

Y contribuer plus fortement – tout en continuant à défendre une stratégie révolutionnaire et pour l'auto-organisation – était incompatible avec l'orientation des fractions fondées sur l'auto-construction et sur des démarcations identitaires. En revanche, nous avons trouvé des alliés : dès les législatives, nous avons commencé à discuter avec les secteurs issus des quartiers populaires dans le collectif On s'en mêle, avec des franges de la NUPES ou de La France insoumise qui n'acceptent pas l'orientation antidémocratique, antiféministe, nationaliste et pro-État de la direction, et notre orientation dans les élections législatives a été perçue d'un bon œil par les franges qui exprimaient leurs aspirations par le « Mélenchon dans les urnes, Poutou dans la rue ».

Pendant le mouvement sur les retraites, cette logique s'est poursuivie, car les militantEs ont été contraintEs d'accepter le cadre de l'intersyndicale,

avec ses journées saute-mouton, ses appels ambivalents à l'élargissement de la grève et au blocage du pays. Nous avons tenté, dans ce contexte, de défendre une orientation plus radicale, pour la grève générale, pour une grève politique et pour l'auto-organisation, notamment dans le cadre des fragiles structures interprofessionnelles. Et nous y avons retrouvé des alliés : des centaines de syndicalistes attachés à l'unité, y contribuant au niveau local, mais défendant une orientation plus radicale, indépendante des stratégies parlementaires, et tentant d'entraîner leurs collègues dans des cadres d'auto-organisation, même embryonnaires. Dans les mobilisations féministes se sont exprimés les mêmes aspirations : une recherche de l'unité, alliée à la défense d'une orientation indépendante des appareils sur les violences faites aux femmes, notamment à l'intérieur des organisations. Et dans le mouvement écologiste, de Sainte-Soline au Lyon-Turin, des éléments semblables sont en gestation, pour garantir une unité permettant de se défendre contre l'État policier, combinée à une orientation radicale.

Enfin, la question militaire pose la nécessité d'une démarcation avec les directions réformistes. Au sujet de l'Ukraine en particulier, où le positionnement de Mélenchon s'oppose au droit des peuples à disposer d'eux-mêmes et accompagne l'impérialisme.

Mais aussi sur le positionnement vis-à-vis des capacités militaires de la France et de sa place dans les rapports de forces internationaux.

PLUS QUE JAMAIS, UNITAIRES ET RÉVOLUTIONNAIRES

La conclusion générale que nous en tirons est la nécessité de construire une force ouverte, prête à contribuer fortement à l'unité du prolétariat et donc de ses organisations, tout en conservant une stratégie révolutionnaire indépendante, qui trouve un écho auprès de toutes celles et ceux qui ont déjà compris qu'entre crise économique et climatique, le capitalisme nous mène au désastre à brève échéance et qu'il faut l'affronter.

Les forums anticapitalistes autour de l'appel « Organisons-nous pour construire l'alternative »¹ visent à concrétiser cette orientation générale, à tenter d'y associer largement, à tenter un petit saut dans l'organisation des secteurs des classes populaires favorables à cette politique. Le forum est à l'initiative du NPA, du collectif Rejoignons-nous et de Ensemble !, mais l'objectif est essentiellement de s'adresser à des militantEs qui ne sont pas organisés politiquement actuellement.

Plusieurs discussions ont lieu dans la préparation de ce forum organisé par des forces variées et des personnalités ayant chacune leur histoire. Le NPA entend prendre sa part, défendre son point de vue, et l'objet de ce texte est de résumer les éléments que nous souhaitons proposer.

1) À qui on s'adresse : on s'adresse à celles et ceux qui militent actuellement, qui veulent un outil politique, mais qui ne font pas le pas d'entrer au NPA parce qu'elles et ils ont l'espoir d'une organisation qualitativement plus large que celui-ci, en termes numériques mais aussi pour ne pas en assumer l'histoire, les choix tactiques passés et les débats internes difficiles. Une priorité est de construire dans les entreprises, dans les quartiers populaires, dans la jeunesse, et dans tous les secteurs militants sur le terrain. D'un certain point de vue, il s'agit là de renouer avec la démarche de fondation du NPA.

2) Quelles délimitations politiques : nous voulons une organisation qui s'appuie sur une base stratégique solide, nécessaire pour que les questions tactiques puissent être envisagées avec

souplesse. L'appel parle d'une organisation qui lutte pour la rupture et la transformation révolutionnaires de la société. Nous voulons abattre le capitalisme, et rompre avec l'État bourgeois, la propriété privée, pour construire une société écosocialiste, basée sur l'autogestion. Mais nous voulons également une organisation qui intègre les combats politiques intervenus ces dernières décennies sur le féminisme, avec la vague MeToo notamment, les luttes LGBTI contre une vision genrée de la société, et une orientation

et des relations à tisser avec eux pour permettre de contribuer à la reconstruction du mouvement ouvrier tout en conservant une indépendance. Le NPA a toujours été à l'offensive pour toute démarche unitaire liée à des mobilisations, des marées populaires de 2018 aux différents collectifs de soutien aux luttes. Sur la base du bilan de l'élection présidentielle 2022, il a été favorable à des listes unitaires aux élections législatives – après des campagnes communes aux élections régionales en Occitanie et en Nouvelle Aquitaine



13 mars 2023, meeting du NPA a La Belleilloise contre la reforme des retraites. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

décoloniale, pour des modifications profondes des organisations à même de fusionner avec les aspirations militantes des couches opprimées de la société, qui ont toujours été marginalisées dans les organisations du mouvement ouvrier.

3) Quel type d'organisation : nous voulons un parti, c'est-à-dire une organisation capable de mener des campagnes et d'avoir une cohérence politique, pas un simple réseau où chaque préoccupation s'exprime sans cohérence d'ensemble, pas non plus une somme de groupes dont les orientations sont incohérentes, voire opposées. Nous voulons une organisation militante, dont l'objectif est d'agir sur le terrain, de modifier les rapports de forces, dans les luttes. Nous voulons en même temps une organisation qui garantit la liberté individuelle et collective, le libre débat interne.

4) Faire face aux problèmes politiques clés : enfin, il faut se poser le problème du rapport aux autres partis

l'année précédente – à condition que les bases marquent une rupture nette avec le social-libéralisme. Pour les élections européennes, la question se pose de nouveau.

LA PRATIQUE TRANCHERA LES POSSIBILITÉS DE CONSTRUIRE UNE NOUVELLE ORGANISATION

Il n'y a pas de garantie que ces éléments, abordés dans les forums anticapitalistes, aboutiront à la construction d'une nouvelle organisation. En effet, il n'est pas évident, dans la situation de fracturation actuelle de la gauche révolutionnaire et de la gauche en général, de recul du rapport de forces, que des fusions politiques soient possibles. Les pratiques militantes des groupes qui travaillent aux forums sont en effet très différentes et chacun est relativement prisonnier de ses habitudes militantes.

Chaque structure produit des appareils, représentant une identité politique et qui, de ce fait, ont intérêt à leur auto-conservation, à la gestion d'un espace, avec plus ou moins de succès : se lancer dans la construction d'une nouvelle organisation présente des risques. La limite entre prudence et conservatisme n'est pas simple à percevoir.

Pour bousculer ces habitudes et avoir la capacité de s'associer avec des militantEs de différentes origines, il faut combiner discussions politiques et pratique militante. S'avancer vers la formule classique de chercher « une compréhension commune de la situation et des tâches ».

Nous avons parlé plus haut des débats politiques qui semblent nécessaires dans la période. Concernant les aspects pratiques, il semble pertinent de travailler à des campagnes communes à la rentrée. Il y a déjà un accord pour organiser des forums locaux en septembre et octobre, avec en perspective un nouveau forum national en novembre. L'objectif est de donner l'initiative à la base, avec des rencontres ouvertes, publiques, permettant des discussions variées. Mais, surtout dans une situation difficile, il faudra que ces collectifs puissent s'appuyer sur une élaboration collective et sur du matériel national commun, qu'ils soient capables de lier leurs discussions avec une action déterminée dans les luttes sociales. On peut imaginer alimenter les groupes locaux sur les thématiques qui nous paraissent pertinentes pour cette rentrée.

DES CAMPAGNES MILITANTES

La première action à mener partait sans doute de la crise économique qui s'approfondit. L'inflation est galopante dans de nombreux pays (5,6 % pour la France selon la Banque de France, au moins 8 % en Italie...) tandis que la récession se profile. Elle est actée en Allemagne, et s'approche de la France où la croissance serait limitée 0,2 % en 2023. Ce n'est pas par hasard si une série de mobilisations ont lieu sur les salaires, à Vertbaudet, Disneyland, Ikea, etc. Il nous faudra donc défendre ce type de revendications : l'augmentation des revenus, l'indexation sur les prix, la saisie des banques, l'annulation de la dette, etc.

Un deuxième axe nécessaire est celui de l'écologie, face aux politiques répressives qui interdisent les manifestations et dissolvent les Soulèvements de la Terre, font crever les migrantEs dans la Méditerranée alors qu'on annonce maintenant + 4° C d'ici 2100.

Un troisième axe est celui des attaques racistes, qu'il s'agisse des lois Darnaud, du scandale de l'absence d'accueil des migrantEs ou de la montée de l'extrême droite.

Il faudra aussi continuer à développer la solidarité avec le peuple ukrainien, et préparer les manifestations féministes, pour le droit à l'IVG et contre les violences faites aux femmes.

Globalement, nous devons continuer le combat politique contre Macron et la Ve République, continuer à l'affaiblir pour le dégager avant 2027, par la lutte. Sinon c'est l'extrême droite qui risque de tirer son épingle du jeu en apparaissant comme la force capable d'incarner une colère sans espoir.

Sans compter que nous serons percutés assez rapidement par les élections européennes prévues en 2024, et que toutes les organisations discutent déjà. Il sera probablement pertinent de proposer, dans le contexte actuel, des listes communes des forces qui veulent exprimer la nécessité d'une rupture avec les institutions européennes, tout en menant une politique internationaliste et en faisant le lien avec la mobilisation sur les retraites. L'éclatement probable de la NUPES dans cette élection va permettre à l'extrême droite de se positionner comme première force dans le pays, et d'attirer la colère contre Macron. Mais, d'un autre côté, une clarification des rapports aux institutions européennes, par rapport à la gauche qui gère loyalement les affaires de la bourgeoisie en liant les orientations d'État aux politiques libérales européennes, est possible et peut permettre l'expression d'une certaine radicalité dans cette élection. Tout cela est tactique : l'orientation électorale doit être subordonnée à la possibilité de défendre une orientation indépendante, combinant unité et délimitation stratégique, et au travail consistant à construire un intellectuel collectif, des bases militantes et programmatiques pour tenter de construire une nouvelle organisation.

La phase que nous vivons actuellement est une période de réorganisation du mouvement ouvrier. Sur le plan objectif, les classes évoluent, parce que les statuts des salariéEs sont percutés, comme leurs revenus et leur place dans les rapports de production. Et sur le plan subjectif, cela entraîne des modifications de la conscience d'appartenir à une classe, des points de vue qui se modifient également dans l'appréciation des institutions, des questions démocratiques, de la nécessité de la lutte. Le rôle des révolutionnaires est d'intervenir dans ces évolutions. Pas en proposant toujours les mêmes recettes, quelle que soit leur qualité, auxquelles on proposerait de se relier, mais en se liant aux secteurs qui se mettent en mouvement et veulent s'organiser. Cela nécessite de se proposer comme outil, de susciter son propre dépassement pour reconstruire un espoir révolutionnaire dans un monde en faillite. □



13 avril 2023, un cordon de CRS avec leur boucliers tâchés de peinture. 12^e manifestation intersyndicale contre la réforme des retraites. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

1) <https://www.forumalternative.org>

Contre le patriarcat et le capitalisme, construisons des Prides de lutte, de masse !

PAR HOR, SALLY BRINA ET
AWENA CONNOLLY

La saison des Marches des Fiertés a commencé. Celles-ci vont encore être massives, plus encore que l'année dernière. En effet, les questions LGBTI sont aujourd'hui une porte d'entrée vers la politisation pour de nombreux·SES jeunes. Certaines villes comme Agen, Blois ou Tarbes ont vu une Pride organisée pour la première fois cette année.

Loin des festivités célébrées par de nombreuses entreprises capitalistes, gouvernements et même parfois la police, la première pride était une émeute. Dans la nuit du 28 au 29 juin 1969 à New York, une énième descente de flics a lieu dans un bar gay, le Stonewall Inn. C'est celle de trop. Elle provoque une émeute, des affrontements entre des personnes trans, des drag queens, des gays, des lesbiennes, contre la police new yorkaise. C'est en hommage à cette émeute de Stonewall qu'a eu lieu la première Pride l'année suivante à New York. C'est toujours en hommage à cette émeute de Stonewall que de nombreuses Pride ont lieu à cette période de l'année partout dans le monde.

Stonewall n'était pas le premier soulèvement contre le harcèlement policier¹, mais il marque l'émergence du militantisme LGBTI aux États-Unis et dans le monde, et visibilise le combat pour l'égalité des droits. L'héritage de Stonewall c'est qu'il faut s'organiser, que c'est par la lutte que nous pouvons nous battre pour ne plus subir et arracher des droits.

L'EXTRÊME DROITE ET LES RÉACTIONNAIRES À L'OFFENSIVE AU NIVEAU MONDIAL

En Ouganda, une loi promulguée le 29 mai dernier est parmi les plus répressives du monde. Elle condamne à mort toute personne qui commettrait des actes « d'homosexualité aggravée ». Elle punit de 20 ans de prison toute personne qui ferait la « promotion » de

l'homosexualité et met en place des thérapies de conversion obligatoires. C'est le résultat de plus de vingt ans de prosélytisme religieux des groupes intégristes chrétiens américains².

Aux États-Unis justement, selon le Trans Legislation Tracker³, 556 projets de loi pour restreindre les droits des personnes trans ont été proposés, et parmi eux 86 sont entrés en vigueur. Ces projets ont pour objectif de bloquer les transitions, retirer la garde d'enfants trans aux parents qui les soutiennent, interdire de parler d'homosexualité ou de transidentité à l'école. Les LGBTI et en premier lieu les personnes trans commencent à fuir les États républicains pour échapper aux attaques⁴.

Plus récemment, en Russie, les députés viennent d'adopter l'interdiction de la transition médicale et le changement de mention de genre sous prétexte de défendre les « valeurs familiales traditionnelles ». Bien évidemment, ce texte prévoit des exceptions afin de continuer les mutilations sur les personnes intersexes.

LA FRANCE N'EST PAS ÉPARGNÉE PAR LES ATTAQUES

Si le contexte en France reste meilleur, l'offensive anti-trans a pourtant déjà commencé. Le groupe LR du Sénat a créé un groupe de travail sur les enfants trans, après avoir voulu autoriser les thérapies de conversion sur les personnes trans. Tous les mois, une nouvelle tribune transphobe paraît dans les journaux, répétant *ad nauseam* les

mêmes faux arguments sur la protection des mineurs, contre le consensus médical international. Le RN a lancé une « association parlementaire contre le wokisme » et commence à ferrailer à l'Assemblée sur le sujet. Des activistes anti-trans, Marguerite Stern et Dora Moutot, ont été reçues en grande pompe par Aurore Bergé, patronne des députés macronistes.

Ce débat sur la « question trans » rappelle les débats sur le mariage pour tous avec 10 minutes pour les homophobes – arguant que cela sonnait la fin de notre civilisation – et parfois 10 minutes pour les personnes qui voulaient seulement se marier. Situation qui rappelait déjà les débats sur la fin de la pénalisation de l'homosexualité, elle aussi qualifiée de fin de la civilisation il y a un peu plus de 40 ans. À chaque fois la parole des concernés fut minimisée, cachée, rejetée, étouffée.

Dans ce contexte, les attaques contre les personnes LGBTI se multiplient. Des centres LGBTI sont dégradés et attaqués, à l'explosif comme à Tours. Des lectures drags sont menacées, suivant là encore les paniques américaines. Et ce n'est pas uniquement l'extrême droite qui est à l'offensive. La police s'y met aussi. Le 24 mai, le Bonjour Madame, bar queer et féministe de Paris, a fait l'objet d'une descente qui a mobilisé une vingtaine de policiers et a abouti à deux semaines de fermeture



pour des prétextes administratifs. Cette intimidation arrive un peu moins de deux mois après l'arrestation violente et injustifiée de deux personnes présentes dans le bar après avoir manifesté contre la réforme des retraites.

LE MOUVEMENT LGBTI À LA CROISÉE DES CHEMINS

Dans sa motion soumise aux votes des AG lors du 5^e Congrès du NPA en décembre 2022, la commission LGBTI écrivait⁵ : « Plusieurs stratégies coexistent au sein du mouvement LGBTI. La stratégie réformatrice est présente dès le début des mouvements de libération dans les années 1970 – et elle s'accélère au cours des années sida – autour d'une politique de lobbying et d'interpellation des parlementaires. Si elle a pu obtenir plusieurs succès (dépénalisation des lois sur l'homosexualité, mariage pour toutEs, évolution des discours au sein du mouvement social sur les questions LGBTI...), son discours en faveur de l'intégration au système capitaliste bénéficie davantage aux personnes LGBTI aisées qu'aux plus défavorisées (issues des classes populaires, racisées, trans, migrantes, etc.). Elle empêche une critique en profondeur du capitalisme, favorise la marchandisation des Prides et le pinkwashing. De

plus, l'écroulement du PS a rendu plus difficile la politique de lobbying vis-à-vis des institutions, LREM oscillant entre "progressistes" et LGBTIphobes, le plus souvent au profit de ces derniers. En face, une orientation plus radicale, méfiante envers l'État et ses institutions, existe depuis les premiers mouvements politiques LGBTI. À l'heure actuelle, elle se définit comme intersectionnelle, ouverte à l'articulation entre LGBTIphobies et racisme, mais également indépendante de l'Inter-LGBT (qui incarne la posture intégrationniste). Elle a permis de politiser toute une génération militante en mettant au jour les schémas de domination au sein des communautés LGBTI. Ses limites sont qu'elle tend à poser les questions politiques en termes individuels, autour notamment de la question des privilèges, c'est-à-dire des bénéfices que tire une personne de sa position dominante. Il ne s'agit alors plus de construire un mouvement de masse et large, pour gagner de nouveaux droits, mais uniquement des petits collectifs, plus radicaux et « safes » que les autres – et souvent éphémères. En découle une volonté de mettre à distance les syndicats et partis du mouvement ouvrier, ce qui s'explique d'autant plus par l'absence de campagnes politiques et de présence sur le terrain sur les questions LGBTI du mouvement ouvrier et de ses

organisations. »

La situation a évolué depuis. La prochaine marche parisienne, organisée par l'Inter-LGBT, se fera sans chars d'entreprises⁶ dans un contexte de « décarbonation » de la marche. En face, émerge une volonté de travailler avec le mouvement ouvrier et ses organisations, même si elle est encore parcellaire et balbutiante⁷. La présence du Pink Bloc initié par les Inverties dans les manifestations contre la réforme des retraites en est une illustration⁸. La présence d'un cortège intersyndical lors de l'Existransinter⁹ (comprenant Solidaires, la FSE (Fédération syndicale étudiante) et le STJV (Syndicat des TravailleurEs du Jeu Vidéo) en est une autre. Lors de la même manifestation, l'OST (Organisation de solidarité trans) de Tours a appelé à reconstruire les syndicats¹⁰. À Strasbourg, une Pride radicale, plus revendicative, a été organisée par la FSE et des sections locales de Solidaires¹¹.

Cette recherche de convergences entre le mouvement LGBTI et le mouvement social est à saluer. Il faut saluer quand les organisations du mouvement ouvrier, en premier lieu les syndicats, s'approprient les revendications du mouvement LGBTI et, d'autre part, quand les personnes LGBTI investissent les organisations du mouvement ouvrier. Néanmoins, l'objectif n'est pas de subordonner le



Pride radicale à Strasbourg, 10 juin 2023. © Photothèque Rouge

mouvement LGBTI à la gauche syndicale et politique, le transformant en simple émanation de celle-ci. Le mouvement LGBTI doit se développer de manière autonome, pour pouvoir être «à égalité» avec le mouvement ouvrier, pour pouvoir le pousser à aller plus loin qu'il ne le voudrait, en termes de revendications, de participation aux mobilisations, et de prise en charge des LGBTIphobies en interne et en externe.

CE QUE DÉFENDENT LES RÉVOLUTIONNAIRES

Dans ce cadre, les révolutionnaires prennent leur part dans le développement du mouvement LGBTI pour construire un mouvement large et unitaire à tous les niveaux. Nous sommes là pour «tenir les bouts», c'est-à-dire construire les alliances pour faire front. Tout d'abord au sein du mouvement LGBTI entre groupes plus radicaux et secteur «réformiste», comme l'Inter-LGBT. Puis entre le mouvement LGBTI et le mouvement ouvrier, ainsi qu'entre le mouvement LGBTI et le mouvement féministe pour le droit à disposer de son corps librement. Ces mouvements n'en seront que plus forts et ce n'est qu'ainsi que nous parviendrons à entraîner l'ensemble du mouvement LGBTI dans la lutte contre le gouvernement, contre l'extrême droite et le fascisme, contre le capitalisme, pour gagner de nouveaux droits.

Dans le contexte de la montée de l'extrême droite, les forces réactionnaires ciblent les LGBTI. C'était le cas lors du mariage pour tous. Nous le voyons aujourd'hui dans les offensives anti-trans. L'évolution de la réaction impose d'adapter notre intervention car renforcer le mouvement LGBTI devient un enjeu clé et un impératif antifasciste. Contre la marginalisation des questions LGBTI, il faut rappeler que défendre les revendications du mouvement LGBTI, c'est défendre les droits d'un des groupes les plus opprimés au sein des classes populaires.

Défendre ces droits et défendre la libre disposition de nos propres corps impliquent que nous devons revendiquer l'amélioration de l'accès des droits reproductifs et leur extension, c'est-à-dire la PMA pour toutEs, le remboursement par la Sécurité sociale de tous les frais de transition, la libre disposition de nos gamètes. Cela implique aussi que nous nous battons contre

les violences médicales, notamment les thérapies de conversion et les mutilations des personnes intersexes. Nos corps, nos choix !

Mais défendre concrètement ces droits c'est faire face aux forces réactionnaires et d'extrême droite à l'offensive contre les LGBTI. Comme nous l'avons écrit, partout à travers la planète un mouvement réactionnaire se cristallise contre les personnes trans afin de pouvoir attaquer ensuite les droits des femmes, les droits de toutes les personnes LGBTI, à l'image des États-Unis où la Cour suprême a remis en cause le droit à l'IVG. Que cette remise en cause se soit faite après des années de montée des mouvements, discours et attaques anti-trans dans les sphères politico-médiatiques américaines n'est pas un hasard. C'est aussi la raison pour laquelle les réacs et les transphobes s'en prennent au Planning familial, trop transinclusif à leur goût : pour liquider la structure féministe historique du combat pour le droit à l'avortement en France.

Dans le même temps, puisque les attaques sont mondiales, il s'agit de défendre une politique internationaliste : accueil et régularisation des sans-papiers et des migrantEs LGBTI, prise d'initiatives de soutien avec les LGBTI opprimés à travers la planète par l'organisation de rassemblements et de réunions publiques, etc. Ce travail de construction des liens et des solidarités s'est produit lors de l'Existransinter qui a défilé également contre la loi Darmanin.

Défendre nos droits en tant que LGBTI, c'est aussi défendre notre droit à une vie digne face aux attaques anti-sociales du gouvernement qui nous affectent davantage encore. On l'a vu avec la réforme des retraites ou celle de l'assurance chômage. La précarisation accrue des LGBTI par les attaques de ce gouvernement contre notre camp social est un rappel parmi d'autres que la grande majorité des LGBTI font partie de la classe ouvrière et sont exploités par le capitalisme à ce titre. Nous revendiquons donc l'abrogation de ces réformes, l'augmentation massive des salaires et des minimas sociaux, la fin de la précarité. De la même manière, le travail du sexe (ou prostitution) est aujourd'hui le seul moyen de subsistance pour nombre de personnes LGBTI, en particulier les personnes trans (et

parmi celles-ci, les femmes trans, notamment migrantes), c'est pourquoi il convient de se battre pour l'abrogation de la loi de pénalisation des clients de 2016, contre le harcèlement policier.

LES LGBTI, EN PREMIÈRE LIGNE CONTRE LE CAPITALISME ET LE PATRIARCAT

Pour défendre nos droits, il faut ainsi en finir avec le patriarcat, pilier fondamental du capitalisme, et en finir avec le système capitaliste responsable de notre oppression. C'est parce que ce système a besoin de la famille hétérosexuelle pour se maintenir que la division de genre et l'hétérosexualité comme normes existent. C'est parce que nos existences fragilisent ces normes que le capitalisme nous oppresse.

Il est essentiel de reconstruire un mouvement LGBTI fort, qui se lie aux mouvements féministe, antiraciste, écologiste et ouvrier. Un mouvement d'ensemble qui mette un coup d'arrêt aux attaques, qui soit assez fort pour arrêter l'extrême droite, dégager le gouvernement et qui pose les bases d'une rupture avec le système capitaliste. Il y a urgence à mettre en œuvre la vraie démocratie, celle des LGBTI et de touTEs les opprimés et les exploités, celle de celles et ceux qui produisent les richesses, celle du mouvement ouvrier. C'est par la lutte que nous défendrons nos droits et que nous en obtiendrons de nouveaux. □

1) Nous pouvons citer l'émeute de Cooper Do-nut à Los Angeles en 1959 ou celles de la Cafétéria Compton à San Francisco en 1966.

2) Paul Martial, «Intégrisme chrétien: croisade réactionnaire en Afrique», L'Anticapitaliste n° 665 du 8 juin 2023.

4) Erin Reed, «US Internal Refugee Crisis: 130-260k Trans People Have Already Fled», Erin in the morning, 14 juin 2023.

5) BI de congrès d'octobre 2022, page 31.

6) Florine Cauchie, «Il n'y aura pas de char cette année à la Marche des Fiertés de Paris, on vous explique pourquoi», Néon, 19 avril 2023.

7) Hélène Lamide, «Les LGBTI mobilisés contre la réforme des retraites!», L'Anticapitaliste n° 665 du 8 juin 2023

8) Dans certaines villes, les organisateurEs, se voulant plus radicaux, refusent malheureusement la présence d'organisations politiques et syndicales du mouvement ouvrier, perçues comme liées au «système»...

9) Manifestation pour les droits des personnes trans, intersexes, et celles qui les soutiennent

10) Existransinter, notre discours, Instagram.

11) Joffray Vasseur, «"C'est par la lutte qu'on arrache des victoires", la première Pride radicale de Strasbourg aura lieu samedi 10 juin», France 3 Grand Est.

Loi de programmation militaire 2024-2030 : le repli stratégique de l'armée française dans les colonies

PAR ADRIEN GUILLEAU*

La loi de programmation militaire 2024-2030 a été largement adoptée en première lecture à l'Assemblée nationale le 7 juin dernier. Macron a fait passer son texte avec le soutien de la droite et de l'extrême droite, seuls des députés de la NUPES s'y sont opposés. Le texte prévoit un budget militaire de 413 milliards d'euros sur 7 ans.

Le budget de l'armée qui est déjà le second de l'État, devrait ainsi passer de 43,9 milliards en 2023, à près de 69 milliards en 2030 ! Cette hausse faramineuse est justifiée en haut lieu par les tensions géopolitiques actuelles et la concurrence des autres puissances dans les zones sous influence française.

La «multipolarisation» du monde qui a suivi l'effondrement de l'URSS a ouvert une nouvelle donne stratégique dans les pays et territoires sous domination occidentale. Ainsi, à partir des années 2000 on a vu divers pays sud-américains s'émanciper de la tutelle étatsunienne en se tournant vers l'Europe, la Chine ou la Russie. Ces bouleversements impérialistes sont également observés en Afrique avec la perte d'influence de la France en Centrafrique ou dans l'ouest africain, allant jusqu'à l'expulsion du Mali en 2022. Ces reculs stratégiques de la puissance impérialiste française se font au profit d'autres forces impérialistes tels que les États-Unis, la Russie ou encore la Chine. La nouvelle loi de programmation militaire semble prendre acte de cette perte d'influence impérialiste avec une baisse du budget alloué aux dépenses pour les opérations extérieures malgré l'explosion globale du budget.

La loi de programmation militaire prévoit un repli stratégique important sur les dernières colonies françaises appelées pudiquement «outre-mer». Sur les sept années qui viennent, le budget

dédié aux armées dans les «outre-mer» est de 13 milliards d'euros. Il faut comparer cette enveloppe de 13 milliards pour les armées dans les «outre-mer» aux 2,4 milliards de budget 2023 du ministère des Outre-mer. Quand on prend en considération que la principale augmentation du budget du ministère des Outre-mer en 2023 est liée à l'augmentation de 250 millions d'euros du budget du Service militaire adapté (RSMA), on en déduit que la moitié des dépenses de l'État prévues dans les outre-mer dans les prochaines années sera dédiée à l'armée !

Les dépenses programmées devraient permettre à l'État français de renforcer sa présence dans ses dernières colonies avec la création de 800 postes supplémentaires et le doublement du nombre de réservistes (+ 2 100) à l'horizon 2030. Ainsi la Kanaky ou la Guyane, qui connaissent déjà la plus forte concentration de soldats français par habitant, devraient battre de nouveaux records. Enfin, comble de cynisme, cette loi prévoit l'implication des collectivités locales dans l'accueil et l'hébergement des familles de militaires, ce qui revient à faire payer aux colonisés le prix de leurs chaînes !

Officiellement, ce redéploiement militaire dans les «outre-mer» est réalisé afin de permettre «à la France de réaffirmer sa souveraineté» face aux «menaces hybrides» et face aux «concurrents stratégiques qui

déplient leurs capacités militaires à proximité». Cependant il n'aura échappé à personne que ce repli stratégique vers les colonies s'opère à un moment où la France craint de perdre une partie de son territoire issue de cinq siècles de colonisation. En effet, les territoires colonisés par la France sont actuellement dans une phase instable, avec le processus indépendantiste kanak qui, loin d'avoir dit son dernier mot, est en pleine remobilisation, la Polynésie qui vient de se doter d'un gouvernement indépendantiste et a fait réinscrire son territoire sur la liste de l'ONU des pays à décoloniser, la Guyane qui est en cours d'élaboration d'un nouveau statut d'autonomie ou encore les Antilles et la Réunion qui se sont engagées dans un processus de modification statutaire en signant l'appel de Fort-de-France. Dans un tel contexte, il semble évident que le déploiement de l'armée coloniale dans ces régions soit avant tout un rempart contre les velléités indépendantistes afin de permettre à la France de pouvoir continuer de revendiquer «sa souveraineté» sur la deuxième zone économique exclusive mondiale que compose l'ensemble des territoires qu'elle a annexés ! □

***Adrien Guilleau est membre du Mouvement de décolonisation et d'émancipation sociale (MDES) en Guyane.**

413 milliards de fuite en avant militariste. Pour quoi faire ?

ENTRETIEN AVEC CLAUDE SERFATI

Thierry Labica a conduit un entretien avec Claude Serfati à propos de la loi de programmation militaire (LPM) et des conflits inter-impérialistes qui sont liés.

L'Anticapitaliste: Mes premières questions portent sur la situation immédiate: que peut-on dire de la récente annonce de LPM au regard de la politique de défense sous Macron 1 ? Est-on dans une continuité assez stricte ou vois-tu des inflexions significatives? Une deuxième question s'inspire des remarques développées dans ton livre *L'État radicalisé*, sur l'hétérogénéité politique au moins relative des composantes de l'armée (avec «une armée de terre considérée comme nettement plus à droite»). De ce point de vue, cette LPM s'adresse-elle à des secteurs particuliers de l'institution militaire?

Claude Serfati: On assiste à une accélération considérable de la militarisation de la France. Mais «militarisme», «militarisation», ce sont un peu des grands mots pour commencer. D'abord, il faut rappeler qu'il y a là l'équivalent, par exemple, de 300 000 postes de soignantEs, ou 20 % d'augmentation du budget. Sur cette base, cette accélération ne repose sur aucune condition objective qui la rendrait inévitable; c'est vraiment une décision subjective de Macron pour le compte du capital, et plus encore, au-delà de l'économie, au service d'une position de la France comme grande puissance mondiale devant «tenir son rang», et ce genre de projet passe par la géopolitique et le militaire.

Il faut bien mesurer l'effort financier que cela représente et qui indique qu'on n'est plus dans une simple continuité. Il y a une rupture avec tout ce qui est dit sur les finances publiques.

Cet aspect est pour l'instant encore très peu commenté, mais il devrait bientôt arriver dans le débat. Ce qu'on entend sur les finances publiques n'est malheureusement pas faux et ne peut pas être complètement sous-estimé. La situation du capitalisme français n'est vraiment pas flamboyante, avec des contraintes financières réelles, entre réductions d'impôts d'un côté et mécanique de la dette de l'autre. Il va falloir donc en passer par des coupes sociales de plus en plus importantes. J'en veux pour preuve le fait que Moscovici, et le Haut conseil des finances publiques (la Cour des comptes dans son rôle de contrôle) a fait savoir qu'il s'agissait d'une annonce «insincère», et textuellement, que cela «exigera des coupures dans les autres postes». Voilà pour le premier point.

Concernant le second, non, la LPM s'adresse à l'ensemble de l'armée plutôt qu'à certaines de ses composantes particulières. Les *think tanks* les plus pro-militaires se désolaient déjà, d'ailleurs, il y a quelques mois et par anticipation, qu'on était sur un modèle d'armée «bonsaï», et P. Folliot, membre de la commission de la défense (pilier parlementaire du système militaro-industriel), a lui parlé «d'armée échantillonnaire». Dans des termes similaires, La Vigie, cabinet «d'experts en stratégie», déplore quant à elle l'absence de perspective stratégique claire, et que l'on veuille tout faire sans parvenir à choisir entre «masse» et «cohérence», deux termes typiques du débat «expert» sur ces sujets: la «masse» renvoie à une version classique de la guerre (utilisation massive



Exercice du Régiment d'Infanterie de Marine du Pacifique-Nouvelle Calédonie en Australie. DR

d'hommes, de tanks, etc.) et donc plutôt l'armée de terre; et «cohérence» suppose le renforcement de l'existant dans son ensemble. Beaucoup ont l'air de penser que c'est la «cohérence» qui est privilégiée, *mais sans être l'aboutissement d'une décision stratégique*. Elle correspond à une préservation au fil de l'eau d'un statut mondial qui repose sur le nucléaire militaire et civil qu'il faut donc sérieusement financer, sur un corps expéditionnaire dont on sait qu'il interviendra moins mais qui reste un outil, avec le nucléaire, de la grandeur de la France, donc absolument à conserver quand même. Reste le troisième pilier: l'industrie d'armement qui réclame son dû. Donc «cohérence» veut dire poursuite de tous les programmes sans que l'on touche à quoi que ce soit, même lorsqu'ils n'ont plus d'utilité opérationnelle.

À propos des industries de défense, va-t-il de soi que l'on est toujours dans une imbrication avec les politiques de relance? Et question annexe: quelles sont les retombées prévisibles pour l'emploi? Je pense au chapitre de l'État radicalisé dans lequel tu expliques à quel point l'étatisme militaro-nucléaire français peut être catastrophique pour l'emploi, contrairement à ce que l'on présume en général.

CS: J'ai toujours été réservé sur la thèse de la relance par les dépenses

militaires. Les effets parasites tendent à l'emporter sur les effets bénéfiques et deuxièmement, ce qui est plus important, ces effets de relance, en fait, interviennent d'une part dans certaines conjonctures historiques (ce ne sont pas des recettes que l'on applique à l'identique), et d'autre part ils ont surtout été l'apanage des États-Unis (sous Reagan, en particulier) qui ont la capacité de faire supporter au reste du monde les conséquences sur le dollar, ou en pompant sur les marchés financiers. Donc là, on ne peut pas nier qu'il y aura des effets sur la relance avec des sommes en jeu qui sont énormes, même étalées sur sept ans: il y a environ 290 milliards qui vont aller à l'industrie, par exemple. On pense aussi aux quarante milliards qui vont immédiatement partir vers les cinq EPR, ces choses étant intimement liées.

Mais, encore une fois, les effets budgétaires vont être catastrophiques en termes de niveau d'endettement. On entre dans des engrenages de dépendance vis-à-vis des taux d'intérêt et de ce que veulent bien prêter les marchés et dans quelles conditions... Mais par ailleurs, et c'est le point que tu as relevé, même s'il y avait une relance localisée dans les emplois d'armement, les effets sur l'ensemble du système industriel vont être dévastateurs. C'est autant de crédits qui ne vont pas être consacrés à l'innovation dans les domaines civils où on peut essayer de s'industrialiser et dans un contexte de pénurie d'une main d'œuvre déjà

captée par l'industrie d'aéronautique et de défense et qui va l'être encore plus. Or, c'est le personnel qualifié central dans une prétendue réindustrialisation. Les effets de préemptions, soit sur les finances publiques, soit sur les autres secteurs industriels, l'emportent beaucoup plus, selon moi, que la «relance» macro-économique.

Tu fais référence aux réacteurs EPR, mais la situation est particulièrement critique: mises à l'arrêt peu de temps après la mise en route, ou explosion des devis et des délais suite à des avanies de toutes sortes.

CS: Mais dans le tableau que tu brosse, s'intègre le fait que l'on a sous-traité, et aussi qu'il y a une main-d'œuvre qui n'est pas formée, ce qui n'est évidemment pas contradictoire avec la privatisation. Mais il y a là un objet spécifique – la perte de main-d'œuvre qualifiée – et c'est vraiment une illustration d'une thèse qui m'est chère, à savoir comment les priorités au militaire ont finalement détourné du système industriel civil un ensemble de savoir-faire. Les discours sur le manque de main d'œuvre ne sont pas qu'une vue de l'esprit. L'inquiétude est réelle. Je viens de finir une étude sur une comparaison industrielle France-Allemagne qui fait là encore apparaître ce délitement industriel (au sens manufacturier du terme) qui est lié étroitement à l'absence de main-d'œuvre ouvrière, pour des raisons sociales et politiques qu'on connaît, où se posent les problèmes de



Production du Rafale à Mérignac (Gironde) © Laurent Theillet

la formation, des salaires, et où joue à plein le mépris social pour l'ouvrier.

Le commerce des armes, pendant ce temps, va quand même bon train, en particulier en direction du Golfe, et plus encore de l'Arabie saoudite, ainsi que de l'Inde (l'un et l'autre pays étant les plus gros acheteurs d'armes du moment). La France leur en vend certes moins que les États-Unis, mais les affaires sont importantes quoi qu'il arrive. Peut-on parler de soutien direct au commerce extérieur français sous cet aspect-là, avec cette LPM ?

CS : Oui, les exports d'armes ont toujours constitué une dimension indispensable de la production. Pour maintenir cette « cohérence », justement, depuis les années 1960, il faut exporter. Dès 1961, la Direction générale de l'armement (DGA) considérait que notre modèle industriel était construit pour exporter un tiers de notre production. Cette proportion a d'ailleurs été à peu près stable depuis lors et l'exportation est donc restée une composante importante, avec la diplomatie de la vente d'armes sans principe qui l'accompagne. Dassault n'a pas vendu son Rafale pendant presque dix ans. L'armée française a supporté le coût en se substituant aux exports et la dernière LPM va encore prendre en charge l'achat de 170 Rafales, ce qui reste en dessous des 220 d'abord prévus. On a là une illustration possible de ces incohérences internes du militarisme, liées à la « cohérence » dépourvue de véritables choix stratégiques et visant à « tout faire ». Donc les exportations sont indispensables, même si en dernier recours, reste toujours le contribuable français. Le problème est que cinq clients font 70 % des achats. On dépend cruciallement de l'Inde, premier acheteur sur les dix dernières années, des Émirats comme deuxième acheteur, puis de l'Égypte etc. Donc, un nombre très restreint de clients. Les achats sont politiques de la part de ces gouvernements, sauf pour l'Égypte peut-être. Mais pour les autres, c'est une manière de se subordonner la diplomatie française. En même temps, l'Arabie saoudite se tourne vers les Russes, vers d'autres vendeurs.

Je pense donc qu'il y a une situation un peu difficile pour les exportations d'armes qui peut être masquée par les rodomontades sur les ventes d'armes.

Mais la concurrence devient plus rude, pour plusieurs raisons : évidemment, les pays exportateurs se battent entre eux ; deuxièmement, parce qu'il faut participer à des alliances pour espérer vendre (ou acheter). Or, la France aujourd'hui est d'une certaine manière entravée dans l'Alliance atlantique où ce sont les États-Unis qui font la loi. Il faudrait une autre diplomatie, plus indépendante des États-Unis pour pouvoir espérer retrouver des clients qui hésiteraient à choisir les États-Unis.

Dans ces conditions, les temps vont continuer d'être difficiles pour les exportations d'armes françaises pour les raisons que je viens de donner : nombre très limité de clients, qui achètent pour des raisons politiques pour plusieurs d'entre eux. Mais il y a un autre argument que vient de donner la Cour des comptes dans son rapport sur le soutien public aux ventes d'armes : il y a un fort soutien public et les exportations vont continuer ; on peut vendre à perte, ça n'a donc pas trop d'importance, mais c'est quand même une situation difficile. On peut y revenir notamment en rapport avec le contexte européen des coûts de production.

Précisément, comment comprends-tu cette LPM au regard d'un contexte européen dans lequel on voit partout augmenter les dépenses militaires, mêmes dans des pays censés avoir maintenu des dépenses militaires assez faibles jusqu'ici. Plusieurs ont rejoint l'OTAN sur fond de guerre russe en Ukraine (et on voit une tendance similaire du côté du Japon également). La guerre en cours suffit-elle à expliquer cette tendance ?

CS : Je pensais surtout à la place de la France en Europe sur ces questions de défense. Mais ta question semble porter sur la possibilité d'un impérialisme européen en formation, ou qui existerait, selon les différentes théories possibles, en réaction à l'agression russe en Ukraine...

Je vois plutôt une tendance éclatée avec une convergence vers l'OTAN, sans cohésion européenne particulière. Donc, je ne pensais pas à cette possibilité-là mais ça vaut la peine que tu nous en dises un mot quand même.

CS : Dans plusieurs livres, j'ai réfuté l'idée d'un impérialisme européen, parce que l'existence des États-nations,

plus encore en Europe, me paraît être un élément indispensable des analyses de l'impérialisme. Certains marxistes ont parlé d'impérialisme européen en gestation. Cela dit, concernant l'Europe, même quand elle était « pacifique » jusqu'à la fin des années 1990, j'insistais bien sur le fait qu'elle avait en son sein plusieurs impérialismes dont certains mettent plus l'accent sur le volet militaire (France, Royaume-Uni) et d'autres, sur le volet économique (Allemagne). Donc, en effet, il y a un ensemble composite sans cohésion dans les questions de défense européenne. Il y a un degré de cohésion dans le resserrement des liens face à l'agression russe. Mais cette cohésion-là est absolument vertébrée par l'OTAN.

Il n'y a pas de place pour une Europe de la défense indépendante. En l'occurrence, il est intéressant de voir l'évolution du langage de Macron, depuis 2017, sur l'Europe comme autonomie stratégique, etc. Et puis l'accélération des discours – à la suite d'ailleurs des généraux français qui ont demandé à Macron de baisser le ton sur l'indépendance de l'Europe – accélération pour dire qu'il fallait absolument être dans l'OTAN. On est frappé par cette insistance des généraux pour lesquels il n'y a plus qu'une seule solution : être le meilleur élève de l'OTAN. Et ils le disent parce que je pense qu'ils perçoivent ce que cela signifie sur le plan opérationnel que d'être intégré effectivement dans les chaînes de commandement, dans les logiciels, les systèmes de compatibilités. Depuis un an en particulier, on remarque donc ce tournant très net vers la France comme pilier européen de l'OTAN alors que depuis le début, pour Macron, c'est l'autonomie stratégique qui compte. Désormais, ce dernier comprend que pour continuer de jouer un rôle militaire, il est obligé de reconnaître la prééminence de l'OTAN. Ceci a des implications stratégiques, pour ce qui se passe en Ukraine, mais aussi pour des dimensions industrielles. On en revient à la LPM, à la question des exportations. Il y avait deux programmes-phares que la France avait lancés avec l'Allemagne, elle



très réticente, sur l'avion de combat de nouvelle génération, intégré dans des complexes de logiciels. Depuis 2019, il y a eu des tensions, la presse annonçant régulièrement des ruptures imminentes, parce qu'on n'est plus dans la situation de 1983 où Dassault pouvait encore imposer au gouvernement Maurois d'abandonner l'avion de combat européen qui risquait d'être un peu moins rentable pour lui. Dassault craignait aussi de perdre sa place face à Airbus Allemagne dans un contexte où l'Allemagne montait en puissance, tant sur le plan technique que managérial, dans une entreprise – Airbus – qu'en France on prenait encore un peu trop rapidement pour une entreprise française. Le contexte a changé et la France n'est plus en mesure de lancer seule un avion de combat, maintenant entouré de drones à propos desquels Airbus ne voulait pas céder sa place. D'où les tensions des trois ou quatre dernières années. On en est toujours au même point avec environ 150 millions d'euros débloqués, qui ne représentent pas grand-chose au vu de ce qui doit être fait. Ce programme franco-allemand, mais aussi espagnol, est donc incertain, tandis qu'en face, il y a les Américains, associés aux Anglais qui ont un avion de combat européen alternatif conçu avec la Suède et surtout avec les Japonais. Il y a donc des voix en Allemagne, mais aussi en Italie (qui est aussi dans le programme britannique) disant qu'il n'est pas possible d'avoir deux programmes européens.

Dassault aura ses contrats, bien sûr. Mais avec la militarisation de l'Allemagne, une illusion est en train de se dissiper : les gouvernements français, pendant des décennies, ont pensé que plus l'Europe se militariserait plus la France s'en trouverait à sa tête, indépendamment de son déclin économique. Il n'en est rien.

Cette illusion, ou cette croyance, était-elle liée à, ou nourrie par la primauté nucléaire française en Europe ?

CS : Oui, mais elle était aussi due à l'expérience acquise des armes françaises sur les terrains de combat. Il y avait

donc une illusion française selon laquelle cette militarisation de l'Europe ferait émerger la France en position de force. Évidemment, cela supposait que l'on s'émancipe un peu de l'OTAN, d'où les discours sur l'autonomie stratégique, qui d'ailleurs sont anciens et ne datent pas de Macron.

Donc si l'on regarde les choses à l'échelle de l'Europe, le pilier défense sur lequel la France comptait pour compenser un peu son déclin industriel et financier qui l'affaiblit dans les processus de gouvernance européenne, ce pilier européen n'est pas flamboyant.

Comment inscrire cette conjoncture dans une séquence un peu plus longue? Dans ton livre de 2004, *Impérialisme et militarisme, actualité du XXI^e siècle*, tu expliquais, en référence à l'hégémonie américaine, qu'un tournant avait été pris « à la fin des années 1990 et [...] s'est accéléré depuis le 11 septembre 2001 [qui] consiste précisément à donner un poids encore plus central au militaire dans les relations économiques internationales » (p.120). Des événements majeurs ont eu lieu depuis. Que peux-tu nous dire de la situation actuelle et de l'emballage militariste au regard des vingt dernières années ?

CS : Mon livre de 2004 avait le tort de ne pas avoir clairement intégré le rôle nouveau joué par la Chine (après son entrée dans l'OMC en 2001) et donc la bouffée d'oxygène qu'a représentée la Chine pour l'accumulation du capital qui a connu un regain grâce à elle au moins jusqu'à 2007. Mon pronostic de déclin aurait dû tenir compte de cela et être tempéré par cette prise en compte. Arriva la séquence de la fin des années 2000, donc là, quelques années après cette publication, et qui ont été marquées par la crise financière, les enlacements militaires américains, l'émergence de la Chine, mais aussi par les ambitions de la Russie. À Davos en septembre 2007, Poutine faisait clairement savoir que la Russie, désormais dans le marché mondial, n'accepterait plus les conditions dictées par les autres puissances. Il annonçait déjà la Géorgie et la Crimée (après la Tchétchénie). Puis arrivèrent les « printemps arabes ».

Le problème aujourd'hui est que les contradictions du capitalisme se

manifestent sous la forme d'un antagonisme entre Américains et Chinois. Le pronostic de long terme reste valide mais doit être actualisé non pas simplement en voyant des tendances déclinantes du capitalisme, sa difficulté à produire de la plus-value en fonction de ses contradictions, etc. Mais en prenant bien soin d'articuler ces dynamiques aux rivalités géopolitiques et économiques. Raison pour laquelle je ne cesse d'en revenir aux théories de l'impérialisme. On est d'ailleurs frappé à chaque fois par les analogies entre les discours actuels et ce que l'on pouvait entendre avant 1914 sur l'interdépendance économique et autour de l'utilisation du levier du commerce comme arme (weaponization).

Cet antagonisme Chine / États-Unis concentre remarquablement les contradictions du capitalisme, d'une part dans un espace mondial qui n'est plus assez grand pour les ambitions des capitalistes, et deuxièmement, du fait que cet espace mondial, contrairement à tout ce que l'on a pu dire d'un peu utopique sur les « classes transnationales » capitalistes, reste segmenté par des réalités nationales. En fait de rivalités nationales, on est face à des rivalités impérialistes avec tout le militarisme qui est derrière. Raison pour laquelle guerre économique et guerre militaire sont si proches aujourd'hui.

Depuis les années 1990, l'institution militaire nord-américaine, le Pentagone, l'État américain, se soucient activement, et de manière documentée, du changement climatique, vu que leur réseau de près de huit cents bases, entre autres, est maintenant en grande partie menacé par les événements climatiques extrêmes : infrastructures endommagées ou détruites, pistes de décollage inondées, mais aussi navigabilité permanente du passage arctique impliquant une surveillance des zones côtières en face de la Russie... Bref, il existe depuis trente ans un discours de la puissance américaine sur le changement climatique, mais dans lequel, bien sûr, la priorité n'est pas tant de préserver le climat et l'humanité que de se préserver du climat afin de maintenir l'ensemble des capacités logistiques et opérationnelles pour continuer de faire la même

chose, voire en mieux. De la guerre plus et mieux, verte et durable. D'où ma question: après l'annonce des 413 milliards de LPM, est-ce que quelqu'un quelque part va s'intéresser, sur les plateaux télé, dans le commentariat général, au problème de l'imbrication entre questions militaires et risques liés au climat (dépendance toujours massive aux énergies fossiles, gaz à effet de serre, pollutions de toutes natures, et mieux encore, risques pour le climat et la vie sur terre)? On n'entend rien là-dessus. En cherchant un peu, on s'aperçoit que l'armée française a tout juste commencé à se préoccuper du changement climatique et à produire sa propre littérature en la matière. Est-ce que tu as eu l'occasion de t'intéresser au discours de l'armée sur ces questions? Au positionnement de l'armée française en la matière? Et si elle s'intéresse à la direction prise bien avant elle par les États-Unis?

En te posant la question, on se dit aussi que 413 milliards sur sept ans, au lieu de la promesse de gâchis généralisé, d'activités improductives et parasitaires, et de surcoûts pour l'ensemble de la société, auraient pu être le budget d'une politique de transition environnementale d'ampleur. Reste le sentiment d'une énorme occasion manquée et d'une sorte d'arrêt de mort militaro-climatique, avec un choix qui nous piège dans un schéma de l'existant qui est précisément celui qui nous entraîne vers des dangers mortifères au nom même de la «sécurité nationale».

CS: J'ai commencé très récemment à regarder ces choses pour un prochain livre, mais en me tournant plutôt vers les États-Unis et l'OTAN. Il y a en effet ce document de 2022, «Stratégie climat défense», qui est vide de sens avec des estimations de l'empreinte carbone jugées très

peu crédibles par les quelques personnes qui observent ces choses de près¹. Mais pour en revenir à tes remarques, c'est un fait que la dégradation climatique devient un élément de la stratégie de l'OTAN dont la littérature s'organise principalement autour d'un mot-clé: le dérèglement climatique comme «multiplicateur de risques». Et les choses sont bien vues sous l'angle que tu indiques, à savoir qu'il s'agit avant tout de se préparer contre les tourments que nous prépare cette dégradation. C'est pour cette raison que j'en viens moi-même à parler d'impérialisme environnemental: cette expression («multiplicateur de risques»), vide de toute substance socio-économique, fait disparaître les responsabilités de la dégradation climatique, comme si l'on parlait d'une contingence purement extérieure. Mais elle prépare en même temps les futures interventions environnementales, à la suite des interventions dites «humanitaires» d'une période un peu antérieure maintenant.

En regard de cette interventionnisme environnemental, il faut bien sûr rappeler que toutes les COP depuis Kyoto en 1997 ont exempté les responsabilités du militaire en matière de réchauffement, à la demande expresse des États-Unis. Et d'autre part, comme l'ont montré les enquêtes d'ONG comme SGR et CEOBS

en Grande-Bretagne², par exemple, le militaire est responsable de 5,5 % de la production de CO₂ dans le monde (soit en quatrième place des empreintes les plus graves, si les armées devaient être classées comme un pays). Donc oui, il y a bien une prise de conscience, mais qui reste soumise à un ordre de priorités qui reste avant tout militaire. On en trouve une expression explicite dans le rapport français déjà cité et selon lequel il est hors de question que ceci préempte d'une manière ou d'une autre les intérêts vitaux de la défense française.

Pour finir, tu as parlé des enjeux autour de l'Arctique et en effet, il y a là derrière, des rivalités pour une perspective «heureuse» d'accumulation du capital avec les richesses encore à extraire de cette région nouvellement exploitable. Ça prendra un peu de temps, mais dans tous les cas, «après moi le déluge», et si l'on peut tirer du déluge quelques profits, indépendamment de l'aspect politique et de défense, pourquoi pas ! Donc en Arctique se jouent des rivalités géopolitiques aussi pour des objectifs économiques. La catastrophe climatique crée de nouveaux terrains de conflits et d'opportunités économiques. □

Propos recueillis par Thierry Labica

1) Observatoire de l'armement, revue Damoclès: <https://www.obsarm.info/spip.php?rubrique15>

2) <https://ceobs.org/estimating-the-militarys-global-greenhouse-gas-emissions/>



Salon international de l'aéronautique et de l'espace de Paris-Le Bourget, 2005. © David Monniaux / CC BY-SA 3.0

Soudan : construire un contre-pouvoir

PAR LE COLLECTIF QIDDAM ET LE MAGAZINE AL-DARB

Depuis décembre 2018, la révolution soudanaise défie le pouvoir en place. La revue l'Anticapitaliste a choisi de présenter ici les tâches que s'assignent et proposent les noyaux de révolutionnaires Qiddam et Al Darb pour faire face à cette guerre et sauver la population et la révolution.

Si la révolution a été dirigée dans les premiers mois par l'Association des Professionnels Soudanais (APS), un syndicat créé dans la clandestinité quelques années auparavant, elle l'a été par la suite par les Comités de Résistance. Ces derniers avaient été mis en place par l'APS pour amplifier l'écho de leurs directives au niveau local. Mais ces Comités ont pris peu à peu leur autonomie pour devenir la direction effective du processus révolutionnaire, parvenant à organiser les manifestations contre le pouvoir au niveau national, notamment par la création de coordinations de comités. Ces derniers ont organisé la lutte contre le pouvoir et ont élaboré une Charte sur leur conception de l'avènement d'un pouvoir par en bas au Soudan. Ils organisent la vie au niveau local et ont joué un rôle non négligeable lors de la pandémie. Ni vaincue – la révolution a résisté à la répression sanglante et a rejeté toutes les propositions internationales ou nationales visant à lui faire accepter des solutions n'impliquant pas le départ de l'armée – ni victorieuse – les rangs des révolutionnaires ont été touchés de plein fouet, comme la population soudanaise, par le conflit armé inter-général qui ne faiblit pas depuis deux mois et laisse le pays exsangue. Des Comités d'urgence ont vu le jour dans la foulée pour faire face à cette nouvelle donne.

LES BESOINS

Dans le contexte de la guerre et face à la paralysie des institutions de service public, dont la police, ont émergé des collectifs dirigés par les gens eux-mêmes et leur permettant de subvenir à leurs besoins, à savoir les Comités d'urgence,

qui sont désormais le seul outil possible pour protéger les quartiers, enterrer les cadavres et faciliter l'accès à des services médicaux. La disparition du ministère de la Santé a rendu impératif de faire fonctionner les hôpitaux. Il ne s'agit pas d'une initiative visant à répondre aux besoins des personnes afin d'améliorer la qualité de la vie, mais d'une nécessité vitale, sans laquelle la vie tout court n'existerait plus. D'autres nécessités sont apparues et d'autres vont apparaître encore. C'est pourquoi nous devons la soutenir et la développer pour qu'elle soit plus efficace, d'autant plus que son concept n'est pas étranger aux sociétés soudanaises.

Il faut démultiplier l'action des Comités d'urgence et mobiliser toutes les potentialités de la société et de l'État pour répondre aux besoins de la population par le biais des Comités d'urgence, mettre les potentialités locales à la disposition des Comités d'urgence et établir une coordination avec les Comités d'urgence des autres quartiers pour gagner en efficacité et offrir de meilleurs services.

Tout cela a été imposé par les circonstances de la guerre, qui rendent le mode de vie d'avant-guerre impossible et contraire à l'intérêt collectif. Celui qui manque de vivres se retrouve affamé ou devient voleur. Celui qui dispose de stocks de vivres se retrouve la cible des pillages au vu du chaos ambiant. Donc l'intérêt général réside dans la coopération, le travail collectif et le partage des efforts et des biens matériels pour assurer la sécurité, les vivres et les services.

Même si la guerre s'arrêtait maintenant, elle laisserait des millions de personnes sans possibilité d'être approvisionnées en électricité en eau ou en gaz et en nourriture

contre de l'argent. Les besoins seront supérieurs à la capacité du mode de vie d'avant-guerre à maintenir la vie et à convaincre les gens de la nécessité d'accepter ce mode de vie. La société se décomposera et se tournera vers le pillage de masse sous la pression des besoins, mais en aucun cas cela ne résoudra quoi que ce soit car bientôt il n'y aura plus rien à piller.

Le modèle des Comités d'urgence, basé sur la coopération et le partage, est donc le seul moyen de maintenir la société en vie et de la protéger de la décomposition et de sa transformation en une société de pillage et de banditisme. Cette méthode protège celui qui dispose d'un surplus du pillage et de la perte de ses biens, et celui qui n'a rien, de devenir voleur et criminel. La coopération rend la sécurité à la portée de tous. Le médecin fournit des services gratuitement. Le technicien fournit gratuitement ses services. Les services techniques fournissent gratuitement de l'eau. Celui qui possède une voiture la met au service des personnes gratuitement. Celui qui peut, participe gratuitement aux rondes de sécurité, tout le monde peut contribuer, fournir gratuitement et recevoir les contributions des autres en retour en cas de besoin.

Il faut obtenir la neutralité des individus armés des forces régulières, soit en adressant à ces corps un message mettant en exergue la nécessité de ne pas attaquer les Comités d'urgence lorsqu'ils se déplacent sur le terrain pour concrétiser leurs projets, ou encore en affirmant qu'ils font partie de la société, car eux-mêmes et leurs familles vivent dans les quartiers et leurs familles auront besoin des services des services d'urgence. L'action des Comités d'urgence n'est en aucun

cas dirigée contre eux en tant qu'individus. Ils doivent donc faciliter les déplacements des Comités et coopérer avec ces derniers pour le bénéfice de l'ensemble de la société, pour leur propre bénéfice et dans l'intérêt de leurs familles.

LA PRATIQUE DU TERRAIN

Toute autorité se met en place et tire sa légitimité de l'acceptation ou du soutien du peuple. Toute personne faisant un retour sur l'histoire est bien consciente qu'aucun système socio-politique ne pourra perdurer et survivre s'il perd de vue l'objectif le plus important et qui conditionne sa survie, à savoir la satisfaction des gens. Deux jours seulement après le déclenchement des hostilités, une initiative a été prise par l'un des Comités de Kalakla (le Comité Kalakla Sanqat). Les membres de ce Comité se sont réunis et ont décidé de créer une structure d'urgence pour atténuer les effets des dommages de guerre. Immédiatement, une réunion a été convoquée à laquelle assistaient des membres du Comité et des personnes qui lui étaient extérieures qui ont décidé de participer à ce projet. La réunion a abouti à la création de la structure d'urgence Kalakla Sanqat, dont la structure est la suivante :

- Un cabinet de consultation médicale.
- Un espace social destiné à quantifier les besoins en eau, gaz, fours et alimentation.
- Un espace médias dont la mission sera de partager des informations avec les gens et de s'assurer qu'ils en soient dépositaires.
- Un espace de sécurité dont la mission est de repérer les mouvements anormaux autour des zones d'habitation.
- Un secteur financier pour les dons.

Le Comité a mené son activité en utilisant la page Facebook du Comité de Résistance et il a également créé un groupe WhatsApp spécialement pour la structure d'urgence. Les jeunes du Comité d'urgence ont pu aider l'Hôpital Turc, l'un des plus grands hôpitaux de la région, à faire face à ses besoins et répercuter ses appels. Le Comité a contacté la direction de la police de la région qui a promis d'aider le Comité en lui fournissant de l'essence en cas de besoin. Le service de police s'est également engagé à communiquer directement avec le Comité en cas de menace sécuritaire dans la zone. Le Comité a pris contact aussi avec le directeur exécutif de la localité de Jabal Awlia dans le but d'obtenir une

citerne pour faire face à la pénurie d'eau dans la région. Les autorités locales ont proposé une solution alternative : un camion avec chauffeur autorisé à transporter l'eau d'un puits de la zone et à la distribuer au reste des zones.

Ce Comité a été actif pendant deux semaines avant de s'arrêter quasi totalement. Les plus grands obstacles qui ont mené à cet arrêt peuvent être résumés comme suit :

- Il est difficile d'agir compte tenu de la situation sécuritaire dangereuse et des tirs constants à proximité et à l'intérieur des zones résidentielles.
- Il y a des besoins auxquels on peut répondre par l'engagement personnel, et c'est facile car à la disposition de tout un chacun. Quant aux besoins qui nécessitaient d'importants moyens financiers, soit vivres, médicaments et équipements de l'Hôpital Turc, c'est à ce niveau que se sont situées les difficultés du Comité.
- L'absence d'une source fixe de financement autre que les dons, très peu nombreux par rapport à l'ampleur du besoin.

LES LEÇONS À TIRER DE CETTE EXPÉRIENCE

Il y a des difficultés voire l'impossibilité de répondre à tous ces besoins uniquement par l'effort et l'entraide car avant cette guerre, les gens souffraient déjà de la pauvreté et du manque de ressources. Où sont ces ressources ? Ces ressources se trouvent dans les localités. Dans toutes les localités de Khartoum, il y a un bureau de santé, un bureau de protection sociale, des bureaux de la *zakât* et d'autres secteurs au sein de cette localité.

Comment pouvons-nous accéder à ces ressources ? De deux manières : l'action politique et l'action organisationnelle.

L'ACTION ORGANISATIONNELLE

La nécessité de l'action organisationnelle

implique de se mettre en réseau avec toutes les organisations syndicales, professionnelles et ouvrières de la région, telles que les Comités de pharmaciens, de médecins, d'enseignants et autres, – et de créer d'autres mouvements de revendication s'ils n'existent pas –, et de se coordonner avec les structures fournissant le soutien d'organisations et celles qui distribuent l'aide aux nécessiteux d'une manière sûre et efficace.

Retirer les médicaments des entrepôts exposés au danger et les acheminer vers des centres plus sûrs, qu'il s'agisse de bureaux locaux ou d'autres centres médicaux.

Utiliser les différents sièges, locaux gouvernementaux, maisons ou écoles pour abriter la population dans les zones d'affrontements, dans la capitale ou dans les différents États.

L'ACTION POLITIQUE

Les comités doivent essayer d'appeler et d'impliquer un plus large éventail de personnes dans les Comités d'urgence, par le biais d'un discours politique à travers les discussions dans les marchés et les quartiers, des cercles de discussion quotidiens et de s'impliquer davantage avec les gens. Tout cela va certainement créer un véritable élan vers la transformation révolutionnaire de la société. L'expérience que nous avons citée et les points que nous avons mentionnés ne l'ont été que pour rapprocher le concept de la réalité. Nous sommes conscients des conditions différentes dans chaque région et nous faisons confiance à la capacité créative du peuple soudanais pour proposer ce qui convient à chaque région. □

14 mai 2023

Présentation et traduction de l'arabe par Luiza Toscano, Source: <https://www.facebook.com/aldaribsudan/>



« Arrêtez la guerre », « Non à la guerre, oui à la paix », Kalakla 17 avril 2023. © comités de résistance de Kalakla.

Iran : où en est la situation ?

PAR BEHROUZ FARAHANY*

Avec le recul, il est plus facile de tirer quelques leçons de ce qui s'est passé en Iran depuis septembre dernier.

Des manifestations de rue quotidiennes ont eu lieu partout dans l'ensemble du pays de septembre à janvier. Il ne s'agissait pas d'un événement soudain, venu de nulle part. Les expériences des soulèvements de 2017 et 2019 étaient bien là, et ont été utilisées par les jeunes engagéEs dans cette lutte.

Le caractère féminin de ce soulèvement le différencie de tous les autres. La présence active des femmes est indéniable. Leur courage face aux forces de répression a ébloui le monde entier, et a provoqué un élan de solidarité aux quatre coins de la planète. Dans le même temps, la présence de femmes sans voile dans les espaces publics des villes a donné au mouvement général de protestation une dimension de désobéissance civile, d'ampleur et sans précédent.

La participation des étudiantEs

rappelle leur rôle dans les soulèvements de 2017 et 2019. Mais par son ampleur l'engagement massif des étudiantEs dépassait de loin leur activisme dans des mouvements antérieurs. La participation étudiante, du fait de la dispersion géographique des universités, a élargi la portée des protestations. Elle a en même temps donné un élan considérable aux revendications du mouvement, grâce à l'histoire moderne héroïque du monde étudiant dont il est porteur : durant les 70 dernières années, il a en effet constitué l'avant-garde des mouvements pour la démocratie et le progrès social.

Toutes les classes sociales, à l'exception de la nouvelle bourgeoisie capitaliste-religieuse, ont été présentes dans ce mouvement, avec une prédominance des couches moyennes inférieures, ainsi que des jeunes

ouvrierEs précaires, chômeurs/ses, petitEs vendeurs/ses, etc. Des mouvements de grève ont eu lieu dans les boutiques et les centres commerciaux, surtout au Kurdistan, dans la province de Guilan au nord, à Téhéran et quelques autres grandes villes. Des grèves de solidarité ont eu lieu, y compris dans le Bazar de Téhéran, base historique du régime islamique. Cela également est nouveau, et représente un signe distinctif du mouvement Femme, Vie, Liberté.

Des groupes sociaux comme les médecins et avocats, qui n'étaient pas engagés dans les protestations de 2017 et 2019, étaient présents, à leur façon, dans ce mouvement. Ce fait sans précédent montre que le caractère « tous ensemble » du soulèvement était bien plus large que par le passé.

Tout le pays était en ébullition : les habitantEs de toutes les provinces, du nord au sud et de l'est à l'ouest, les grandes et petites villes, le centre du pays et les régions périphériques. Les minorités nationales comme les Kurdes, les Azéris, les Lors, les Baloutches... étaient non seulement présentes, mais solidaires de l'ensemble des manifestantEs, déjouant les accusations de « séparatisme » lancées par leurs adversaires. Les femmes, les Kurdes et les étudiantEs ont été les trois principaux piliers du mouvement.

Il faut souligner la solidarité de la diaspora iranienne avec le soulèvement en cours. Le rassemblement de Berlin, en décembre dernier, où plus de cent mille IranienEs sont venuEs de toute l'Europe a été sans précédent dans toute l'histoire de la



2022-11-19. Cortège de Femme, vie, liberté, en soutien de la lutte en Iran. Manifestation contre les violences sexuelles et sexistes. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas.

diaspora iranienne.

Mais il y avait une grande absence dans ce mouvement: la grève politique des travailleurs/ses en tant que classe, et non comme citoyenNEs participant aux protestations de rue. L'Iran est un pays dominé par les rapports de production capitalistes. Le salariat urbain, dans sa diversité, constitue la majorité de la population. Rien de radical ou de profond ne se fera en Iran sans la participation de la classe ouvrière.

Le succès des manifestations urbaines et étudiantes nécessite qu'elles soient accompagnées de grèves du monde du travail, comme le montre la révolution antimonarchique de 1978-1979. Malheureusement cette dernière confrontation du peuple iranien avec le régime en place n'a pas réussi à pallier cette insuffisance.

LE TOURNANT DE DÉBUT 2023

Il est marqué par la fin des grandes manifestations, ainsi que la publication, le 15 février, d'une charte de 20 syndicats et associations. Celle-ci énonce les revendications minima du mouvement social, combinant des revendications sociaux-économiques, politique et de justice sociale, qui sont irréalisables dans le cadre de la République islamique,

Cette charte constitue un tournant. Elle témoigne de la maturité des meneurs progressistes des mouvements sociaux en Iran. Elle peut constituer une bonne base pour une prochaine « tempête » politico-sociale.¹

Depuis que le régime a réussi à mettre un terme aux grandes manifestations quotidiennes, les grèves et actions revendicatives de travailleurs/euses se multiplient. Les salariéEs, les retraitéEs, les enseignantEs ont ressorti

leurs revendications propres.

Un décalage existe entre mouvements affichant un objectif politique, et mouvements fondamentalement revendicatifs. Tant que ce décalage existera, la réussite d'un soulèvement contre le régime des ayatollahs sera compromise. Et c'est sur ce sujet que se concentrent les vives discussions ayant actuellement lieu entre les militantEs des mouvements sociaux iraniens. Sans résolution de ce problème majeur, la chance de réussite du prochain soulèvement populaire sera très mince. □

*** Behrouz Farahany est militant de SSTI.**

1) Cette charte a été notamment soutenue en France par ATTAC - CEDETIM - CGT - ENSEMBLE - ESSF - FSU - MRAP - NPA - PEPS - SSTI - SOLIDAIRES - UNSA, etc. <https://blogs.mediapart.fr/les-invites-de-mediapart/blog/310523/pour-une-societe-degalite-et-de-liberte-nous-soutenons-les-iraniens>

Le long combat des femmes

PAR LEDA

En Iran, l'implication des femmes dans les luttes pour l'émancipation a une longue histoire, et celle-ci est loin d'être terminée.

Contrairement à ce que voudraient faire croire aujourd'hui les proches du fils du Chah, actuel postulant au trône, le monarque en place en janvier 1979 tenait des propos profondément sexistes. Il pratiquait l'exploitation sexuelle de centaines, si ce n'est de milliers de femmes, procurant notamment des prostituées aux chefs d'État en visite. Nombre des lois misogynes actuellement en vigueur en Iran faisaient également partie du système juridique du Chah¹.

UN PASSÉ PROFONDÉMENT MACHISTE

Des millions de femmes ont joué un rôle important dans le renversement du régime royal, lors de la révolution de février 1979. Elles étaient impliquées à tous les niveaux des mobilisations révolutionnaires, les groupes de guérilla, les conseils ouvriers et les comités de grève, ainsi que dans les organisations révolutionnaires. La vie quotidienne

de la population s'est en grande partie organisée à travers des réseaux de femmes. Les femmes qui avaient envahi les rues se battaient alors pour un changement radical de leur sort et une rupture économique et sociale.

Les femmes révolutionnaires furent les premières à comprendre que le nouveau régime était profondément conservateur, et qu'elles en seraient les premières victimes. Un de leurs slogans est devenu célèbre: « nous n'avons pas fait la révolution pour reculer mais pour avancer ! » Mais elles ont constaté rapidement une dégradation de leurs droits. La veille du 8 mars (journée internationale des droits des femmes), l'Ayatollah Khomeyni déclara que les femmes devaient porter des vêtements islamiques dans les bâtiments publics. Pendant six jours, des dizaines de milliers de femmes sont sorties dans les rues pour protester contre ces propos. Elles furent attaquées par des militants

islamistes munis d'acide, de lames de rasoir et d'armes à feu. Après avoir agressé les femmes, le régime commença à attaquer, entre autres, les minorités nationales, les homosexuelLes et les opposantEs politiques.

Quarante-trois ans plus tard, le taux de chômage des femmes reste beaucoup plus élevé que celui des hommes. Pour le même travail, l'écart des salaires entre les femmes et les hommes est conséquent. Beaucoup de femmes ont à domicile une activité productive destinée au marché qui n'est pas reconnue comme telle, et pour laquelle elles sont surexploitées. Non seulement la procréation repose sur les femmes, mais nombre d'entre elles effectuent l'essentiel du reste du travail reproductif qui est essentiel à la survie du capitalisme :



soin et éducation des enfants, travail ménager, soin aux personnes vulnérables, etc. Simultanément, le Parlement islamique ne compte que 5,6 % de femmes.

DEPUIS LE MEURTRE DE JINA-MASHA AMINI

Depuis le 16 septembre 2022, les Iraniennes se mobilisent, courageusement, au péril de leur vie, en défiant les forces de l'ordre pour dénoncer la violence extrême de la police des mœurs à leur rencontre. Les revendications intersectionnelles se sont ainsi élargies au refus de la dictature des mollahs, à la défense des libertés, des droits des femmes, des minorités ethniques et des personnes LGBTI+. Dans le slogan « femme, vie, liberté », le terme « vie » inclut notamment la vie économique et sociale, et renvoie à la dignité.

Un lien fort existe entre le soulèvement actuel et la crise économique et écologique que traverse le pays, qui rappelle que les femmes souffrent d'injustices

allant bien au-delà de la seule question du voile. Les femmes sont les premières victimes de ce système patriarcal. Elles subissent violences physiques et économiques, tortures et précarité. La discrimination contre les femmes est institutionnalisée et organisée, comme le soulignent les lois misogynes qui les placent au rang de citoyennes de seconde zone.

Depuis le début des mobilisations le nombre de femmes incarcérées n'a cessé d'augmenter dans les prisons iraniennes, tristement réputées pour les tortures qui y sont infligées. Les violences exercées contre les femmes ont toujours été d'une grande brutalité. Outre la volonté de domination masculine, le viol systématique des prisonnières est un outil stratégique utilisé pour faire taire la contestation.

Dans le mouvement actuel s'exprime un féminisme révolutionnaire. Brûler son voile, comme manifester pour le droit à l'avortement aux États-Unis, sont deux formes de soulèvement contre le patriarcat et la façon dont ce dernier s'ancre dans le contrôle

du corps des femmes. La contestation actuelle est un mouvement d'émancipation collective de femmes qui ne se limite pas à la défense de leurs intérêts individuels, mais qui recrée du lien social. Elle porte en germe une alternative ayant une dynamique au-delà du capitalisme.

De nombreuses expériences clandestines abondent en ce sens, parfois popularisées sur les réseaux sociaux. Comme lors des premiers mois de la révolution de 1979, des comités locaux de quartiers fleurissent, majoritairement en périphérie des grandes villes. Ces comités constituent des lieux d'échanges. Ils créent des liens permettant de lutter contre l'oppression et l'exploitation. Les femmes s'organisent et jouent ainsi un rôle d'avant-garde dans les luttes d'émancipation des exploités et opprimés. □

1. Voir l'article en ligne de Yassamine Mather: <https://alencontre.org/moyenorient/iran/iran-debat-a-propos-de-la-mythologie-ayant-trait-a-la-periode-moderne-du-shah-sur-la-question-de-lunite-avec-la-droite-et-la-lutte-continue.html>

« La Maison des Travailleurs est un des rouages du pouvoir »

ENTRETIEN AVEC SARA SALEMI

Les syndicats ne bénéficient d'aucun statut juridique en Iran. Leurs membres peuvent être à tout moment licenciés, arrêtés et jetés en prison.

Parmi les organisations reconnues figure la « Maison des Travailleurs » (MT)¹ dont le secrétaire général a été élu vice-président de la FSM (Fédération syndicale mondiale) en 2022. Nous avons posé quelques questions à ce sujet à Sara Salemi. Exilée iranienne et militante de SSTP². Elle a été invitée au dernier congrès confédéral de la CGT, où son intervention a été fortement applaudie.³ (DL)

L'Anticapitaliste: Quelle est la position de la MT face à la politique répressive du pouvoir?

Sara Salemi : Non seulement elle ne la combat pas, mais elle en est un rouage.

Elle fournit aux services de sécurité les renseignements dont ils ont besoin pour réprimer les salariéEs et en particulier les militantEs. Son activité essentielle est

d'empêcher des organisations syndicales indépendantes de l'État de voir le jour ou d'être en mesure de fonctionner. Elle cherche également à empêcher les grèves.

Les travailleurs/ses leur tenant tête sont menacés de licenciement. Ils sont la cible d'un harcèlement quotidien, de persécution, d'emprisonnement, de violences physiques, etc.

En 2005, par exemple, à la suite de la reconstitution du syndicat indépendant de la régie du transport de Téhéran et sa banlieue (Vahed), les hommes de la MT sur l'ordre de leur chef Alireza Mahjoub, et des forces de sécurité, ont pris d'assaut une réunion du syndicat, battu violemment les syndicalistes et les ont fait arrêter.

La MT défend-elle les droits des salariéEs?

SS: C'est avec l'acceptation de la MT qu'un contrat d'embauche ultra-précaire a été instauré. Celui-ci permet au patron de licencier le/la salariéE à tout moment et sans justification (93 % des ouvrierEs d'Iran sont embauchés sous de tels «contrats»).

Le président de la MT, Alireza Mahjoub, a été durant ses six mandats successifs au Parlement islamique (1996-2020), aux commandes de la Commission des Affaires sociales. Cette commission a une part active dans le processus d'adoption des lois visant à renforcer les pouvoirs des patrons au détriment des droits de salariéEs, les dérèglementations et les privatisations. En 1990, Alireza Mahjoub a été également promu conseiller et inspecteur spécial du président de la République de l'époque, père du néolibéralisme à l'iranienne.

La MT propage des slogans racistes et xénophobes contre les travailleurs/ses afghanEs réfugiés en Iran. Lors de la cérémonie officielle du 1^{er} mai 2015 à Téhéran organisée par la MT, de grandes banderoles et des centaines de pancartes identiques exigeaient des patrons le renvoi des travailleurs/ses afghanEs pour n'employer que des «IranienNEs».

La MT est-elle indépendante de l'État et du parti au pouvoir?

SS: Depuis 1979, trois personnes dirigent le comité central de la MT. Ils sont étroitement liés à l'appareil d'État de la théocratie :

- Ali Rabi'i, secrétaire général de la MT entre 1979 et 1989 est, entre autres, devenu vice-ministre du Renseignement et de la Sécurité, puis dans plusieurs régions chef des Renseignements des Gardiens de la



Sara Salemi au congrès de la CGT. © CGT

révolution (Sepah), ministre de la Coopération, du Travail et des Affaires sociales (2013-2018), porte parole du gouvernement (2019-2021).

- Hossein Kamali, actuel secrétaire général du parti au pouvoir a également été député durant trois législatures et promu ministre du Travail des Affaires sociales (1989-2001).

- Alireza Mahjoub occupe, depuis 33 ans, le poste de secrétaire général. Il a été simultanément député durant six législatures. Il a été désigné conseiller du Premier ministre en 1981, ainsi que conseiller et inspecteur général du président de la République en 1990.

Quelle est l'orientation internationale de la MT?

SS: Elle se situe d'une dans le sillage

de celle de l'État iranien. La MT joue par ailleurs un rôle de premier plan dans la Fédération syndicale mondiale (FSM) – la centrale internationale autrefois dirigée par l'ex-URSS.

En mai 2022, au moment même où était déclenchée une vague massive de répression, Alireza Mahjoub a été élu vice-président de la FSM. Cette promotion contribue à préserver la mainmise de la MT sur le sort des travailleurs/ses d'Iran. Elle vise également à servir de caution à la politique répressive de la République Islamique d'Iran, notamment envers les salariéEs et les organisations indépendantes du pouvoir. □

Propos recueillis par Dominique Lerouge

Comment la Maison des Travailleurs a-elle été créée?

Son origine remonte à la période monarchique. Cette institution regroupait des syndicats étatiques et des associations professionnelles inféodées au pouvoir. Lors de la montée révolutionnaire ayant débouché, en février 1979, sur la chute de la monarchie, des comités de grève et autres structures d'auto-organisation des travailleurs/ses ont vu le jour. À Téhéran, des militantEs ouvrierEs révolutionnaires se sont emparés du siège de cet organisme, et l'ont transformé en un lieu de rencontre de militantEs ouvrierEs, d'intellectuelLEs et de révolutionnaires de gauche. Quatre mois après la proclamation de la « République islamiste d'Iran », des hommes de main du nouveau régime se sont emparés par la violence du siège de la Maison des Travailleurs (MT). Ces assaillants étroitement liés au clergé étaient encadrés par les services de renseignement et de sécurité. La mission fondamentale confiée à la MT a été de faire face aux protestations des travailleurs/euses, d'empêcher la constitution de syndicats et autres organisations professionnelles indépendantes, afin de réorganiser l'exploitation de la force du travail, et ainsi procéder à la consolidation du nouveau régime.

Dans la continuité du mouvement sur les retraites, nous publions dans ce numéro deux contributions concernant des problèmes auxquels nous avons été confrontés dans ce mouvement: celui du salaire socialisé, à partir des propositions contestables de Bernard Friot, et celui de la répression policière, avec une interview de Mathieu Rigouste sur l'évolution des dispositifs répressifs en France.

La retraite « chemin du pouvoir » sur le travail?

PAR JEAN-CLAUDE LAUMONIER

Au moment où s'engageait l'épreuve de force face à la contre-réforme des retraites d'E. Macron, Bernard Friot, économiste, sociologue, animateur du Réseau Salarial, publiait un nouvel ouvrage sur le sujet « Prenons le pouvoir sur nos retraites »¹.

Ce petit livre prolonge et accentue le virage théorique pris par l'auteur, dans ses écrits, depuis 2009. Il attribue l'échec « structurel » des opposants aux contre-réformes libérales à leur incapacité à saisir le caractère subversif de la retraite comme « salaire continué ». Il leur oppose la perspective d'une transformation de la société fondée sur la généralisation du « salaire à vie » déconnecté de l'emploi, dont la pension de retraite serait le modèle déjà réalisé.

Dans un moment où les doutes et les questionnements sont nombreux sur la possibilité et les modalités d'une stratégie de rupture avec le capitalisme, les propositions de Bernard Friot, d'apparence concrètes et radicales, semblent offrir une alternative au manque de perspectives ressenti dans le mouvement social et ouvrier.

LA DÉFAITE ET SES CAUSES: UN DÉBAT ESCAMOTÉ

Bernard Friot revient, une nouvelle fois, dans son livre, sur l'incapacité du mouvement social et ouvrier à s'opposer aux contre-réformes successives des retraites et de la protection

sociale. « Échouer pendant de longues décennies à s'opposer à des réformes très impopulaires, de plus annoncées largement à l'avance, ce qui laisse à la contestation le temps de s'organiser, doit interroger sur la logique de mobilisation mise en œuvre. Or, aussi stupéfiant que cela paraisse, aucun bilan n'est tiré de cet échec par les syndicats et les partis qui organisent la mobilisation ».²

On ne peut que partager l'exigence d'un bilan. Depuis les grèves de novembre-décembre 1995 contre le plan Juppé, les mobilisations contre les « réformes » successives ont mis en

mouvement des millions de salariéEs. Elles sont, de loin, les luttes interprofessionnelles les plus importantes qu'ait connues le pays au cours des trente dernières années. Pourtant, elles n'ont réussi, au mieux, qu'à ralentir le rythme et l'ampleur de certaines attaques. S'interroger sur les raisons de cette incapacité semble donc légitime et nécessaire.

Mais B. Friot clôt la discussion aussi vite qu'il l'a ouverte. Plus précisément, sans débattre des différentes hypothèses possibles, par une pirouette, il n'en retient qu'une seule, la sienne : « je



Paris, le samedi 11 février 2023, manifestation contre la réforme des retraites. © Photothèque Rouge / JMB

n'ai pas de compétence sur les moyens d'action choisis, je n'en dirai donc rien. Je m'en tiens aux analyses proposées et aux mots d'ordre»³.

À l'occasion de chacune des grandes mobilisations sur les retraites, les discussions ont pourtant été nombreuses et vives dans la gauche politique et syndicale et sociale sur les «*moyens d'action choisis*». Elles sont à nouveau au cœur des débats de 2023 : faut-il aller au-delà de journées d'action répétées face à un pouvoir inflexible et comment y parvenir? Comment généraliser la grève, créer le rapport de forces pour bloquer l'économie? Comment préserver l'unité syndicale et celle des participantEs au mouvement? Quels outils mettre en place pour contrôler démocratiquement la lutte et définir ses objectifs?

Militant de longue date, membre, comme il le rappelle, du PCF et de la FSU, observateur et acteur des mobilisations sociales, Bernard Friot fera difficilement croire qu'il n'a «aucune compétence» pour débattre de ces sujets et donner un avis argumenté. Il élimine ainsi toute discussion sur la stratégie et la tactique des organisations du mouvement ouvrier. La réponse est, selon lui, ailleurs : «*c'est en défendant eux aussi la retraite comme "hors travail" et en posant eux aussi les retraités comme "anciens travailleurs" que les opposants à la réforme perdent : car ils sont alors sur le terrain des réformateurs*»⁴.

Pour B. Friot, existe heureusement une alternative à portée de main, pourvu qu'on veuille bien ouvrir les yeux. En sortant de la «cécité» ambiante et «*de l'idéologie commune aux réformateurs et à leurs adversaires*», il est possible de généraliser «*le salaire de libre activité des retraités*», et ainsi d'«*ôter à la bourgeoisie son pouvoir sur le travail et donc sur l'argent*»⁵.

Dans son dernier ouvrage, B. Friot pousse encore plus loin les conséquences pratiques de sa théorie du «travail» des retraités. Dans la perspective d'étendre à tous les travailleurs «*l'expérience de la liberté au travail*», il entend désormais «*faire des retraités les vecteurs de cette conquête de la souveraineté*»⁶. En retraite à 50 ans, avec la garantie d'une rémunération à vie correspondant à leurs meilleurs salaires d'activité «*ces nouveaux retraités auraient une responsabilité, celle d'auto organiser le travail dans leur*

entreprise contre les directions et pour ce faire ils seraient non licenciables». Il appelle les syndicats à «*appuyer cette auto-organisation au lieu des luttes défensives en réaction aux initiatives patronales*»⁷.

LE «BONHEUR» DES RETRAITÉ·E·S, UNE VISION UNILATÉRALE D'UNE RÉALITÉ CONTRADICTOIRE

La présentation des retraitéEs comme travailleurs libérés des contraintes du capitalisme s'appuie sur une réalité. Bernard Friot ouvre son nouveau livre sur ce rappel : «*...la retraite est la réalité économique, sociale et politique la plus massivement nouvelle des cinquante dernières années, et cette nouveauté est celle du bonheur*»⁸. Elle concerne aujourd'hui 1/3 des personnes majeures. Bernard Friot souligne le vécu «heureux» de millions de «jeunes retraités». Un état de santé satisfaisant et un revenu à vie suffisant leur permettent de s'adonner à de multiples activités socialement utiles, de s'y épanouir et développer des liens sociaux riches. Il tempère néanmoins ce tableau, en évoquant le faible niveau des pensions (principalement des femmes) synonyme de survie plutôt que de vie heureuse. Le but de sa proposition d'un «salaire continué» prolongeant le meilleur salaire pourrait néanmoins y remédier.

En permettant aux retraitéEs de quitter leur emploi à 60 ans (55 pour certainEs), en prolongeant leur salaire alors qu'ils sont encore en état de poursuivre leur activité, le système de retraite par répartition a transformé et élargi le rôle de la protection sociale. Créé comme garantie des ressources nécessaires aux travailleurs dans l'impossibilité d'occuper un emploi (maladie, maternité, accident de travail, chômage, vieillesse), ce système est devenu, pour une partie des retraitéEs, encore en pleine possession de leurs moyens, la possibilité de vivre, «hors emploi», un moment d'activité libre et «heureuse». C'est ce temps-là qui est aujourd'hui menacé par le recul de l'âge légal à 64 ans et le rallongement de la durée de cotisation pour une retraite complète. Sa remise en cause a été l'un des moteurs de la mobilisation de 2023.

L'espérance de vie continue d'augmenter en France, mais l'espérance de vie en bonne santé y stagne désormais autour de 64/65 ans, âge minimum

désormais requis pour le départ en retraite. Il faut y ajouter les très fortes disparités sociales; l'espérance de vie et tout particulièrement l'espérance de vie en bonne santé étant très significativement plus faibles chez les ouvriers que chez les cadres.

La retraite est toutefois une réalité plus contradictoire que le laisse entendre le tableau idéalisé qu'en dresse B. Friot. Elle reste pour tous, celle du vieillissement et d'une inéluctable perte de capacités débouchant pour un nombre croissant sur la «dépendance». En 2015, selon l'INSEE, 15,3 % des personnes âgées de plus de 60 ans étaient considérées comme «dépendantes» dont 3,7 % avaient perdu toute autonomie. Il est significatif que le sujet de la perte d'autonomie qui occupe depuis plusieurs années une grande place dans le débat public sur la protection sociale, (discussion sur le «5^e risque» et son financement), soit pratiquement absent de la réflexion de Bernard Friot.

Une vision idéalisée et unilatérale de la retraite lui est en effet nécessaire pour donner consistance à sa théorie du retraité productif «travaillant jusqu'à sa mort». Elle est poussée à la caricature dans son dernier livre. Le/la retraitéE continuant, après 50 ans, à travailler dans son entreprise y devient le vecteur, du développement de l'auto-organisation des travailleurs pour imposer d'autres finalités au travail et d'autres manières de produire. Le personnage principal du petit apologue qui clôt le livre, n'hésite pas à affirmer «*Au travail jusqu'à ma mort, tel que nous sommes en train de le libérer du capital, ça c'est sûr. Je ne veux pas devenir vieille en étant exclue du travail productif, je veux mourir sans âge en travaillant comme je l'entends et au rythme que je décide*»⁹.

B. Friot a beau voir là «*un horizon autrement enthousiasmant que celui illusoire du "enfin libre"*»¹⁰, on peut douter de sa capacité à en convaincre les intéresséEs.

LA «LIBÉRATION» DU TRAVAIL PAR LA RETRAITE : CHEMIN OU IMPASSE?

La perspective de la «libération» du travail par la généralisation du «salaire à vie» des retraités, doit pour Bernard Friot «ouvrir le chemin du pouvoir sur le travail».





Trois types d'objections peuvent lui être néanmoins opposées :

- Elle évite la question de la nécessaire conquête du pouvoir politique pour priver la classe dominante de ses capacités de réaction, briser son pouvoir économique et politique.
- Elle transfère le rôle décisif dans la rupture avec le capitalisme à certaines couches sociales (les retraités principalement), dont le poids est pourtant très restreint dans la lutte de classe réelle.
- Elle pose enfin la question des buts de l'émancipation sociale. Travail « libéré » des contraintes du capitalisme et/ou temps libre « hors travail ».

PRIVER LA CLASSE DOMINANTE DE SON POUVOIR SANS QU'ELLE NE RÉAGISSE ?

Pour Bernard Friot la sortie du capitalisme est réalisable par l'émergence et la généralisation (sur une longue période), d'un nouveau mode de production aboutissant au dépérissement du capitalisme. Cette perspective s'appuie sur le développement des institutions « communistes » déjà existantes, telles que le statut des fonctionnaires et le régime général de la Sécurité sociale. Il suffirait de les étendre pour priver à terme la bourgeoisie de sa domination sur le travail.

Dans *l'Idéologie allemande* (1845) Marx et Engels définissaient le communisme comme « le mouvement réel qui abolit l'état actuel ». S'inspirant de cette définition, Bernard Friot en donne une interprétation très personnelle. Pour lui, « le communisme est le mouvement par lequel la classe révolutionnaire met en place des institutions alternatives à celles du capitalisme »¹¹ (souligné par nous).

Dans une interview de 2020, il précisait « Quand j'appelle communistes des institutions comme le statut de la fonction publique ou le régime général de sécurité sociale, je les pose bien sûr comme prémices du communisme, pas comme communisme accompli ! Dans *l'Idéologie allemande*, Marx et Engels désignent par communisme le "mouvement réel" de sortie du capitalisme dans la lutte de classes, et c'est une affaire de très longue haleine. Il faut des siècles pour passer d'un mode de production à un autre »¹² (souligné par nous).

On est ici très éloigné de la perspective

tracée dans le *Manifeste communiste* (1848), qui affirmait « le but immédiat des communistes est le même que celui de tous les partis ouvriers : constitution des prolétaires en classe, renversement de la domination bourgeoise, conquête du pouvoir politique par le prolétariat »¹³ (souligné par nous), stratégie confirmée et précisée ensuite après la brève expérience que fut la Commune de Paris.

La nécessité de la conquête du pouvoir politique comme condition à l'instauration d'une société des « producteurs associés » se fonde sur un double constat :

1) Le mode de production capitaliste n'est pas une simple juxtaposition « d'institutions » au sein desquelles il serait possible de « prendre le pouvoir ». Il forme un tout cohérent (propriété privée, salariat, économie de marché, intégration dans le marché mondial) que l'on ne peut espérer démanteler « à la découpe ».

2) La classe dominante dispose d'un État, dont la fonction est de préserver par tous les moyens (y compris la violence la plus extrême) les rapports sociaux existants. Toute l'histoire des luttes de classes en témoigne. Si la bourgeoisie, dans des situations de crise, peut être amenée à faire des concessions majeures pour ne pas « tout » perdre, (comme ce fut le cas en France en 1936 ou en 1945), c'est pour mieux reprendre la main dès que le rapport de force lui est plus favorable. Penser que par un fin stratagème ou une habile tactique, il sera possible de lui arracher le pouvoir, sans qu'elle ne s'en aperçoive et/ou ne réagisse, relève d'une illusion que n'évite pas Bernard Friot.

LA LUTTE DE CLASSE PAR QUI ET COMMENT ?

Les ouvrages de Bernard Friot se réfèrent constamment à la « lutte de classe ». Le contenu de cette lutte et ses acteurs sont pourtant chez lui très différents de ce qu'ils sont dans la tradition marxiste à laquelle il se réfère. Pour celle-ci, le rôle révolutionnaire du prolétariat (de la classe ouvrière, des salariés quel que soit le nom donné) repose sur sa place dans le système de production capitaliste. Producteur de la richesse, et en même temps privé des moyens de production, le prolétariat (c'est-à-dire l'ensemble de ceux qui n'ont à vendre que leur force de travail)

dispose de la capacité de paralyser et de renverser l'ordre existant.

La perspective tracée par B. Friot qui repose sur la conquête et l'extension d'institutions « communistes », relativise ce rôle. La place centrale dans la « lutte de classe » revient aux couches sociales déjà libérées des contraintes capitalistes de l'emploi, principalement les retraités, dont B. Friot fait dans son dernier ouvrage les « vecteurs » de la transformation sociale, alors qu'ils jouent un rôle marginal dans la production et la reproduction de la richesse sociale.

Ce déplacement se concrétise dans l'appréciation que porte B. Friot sur le rôle de la grève. Dans l'entretien déjà cité à *Frustration*, il affirmait :

« Décider, ça veut dire s'opposer aux directions. Et s'opposer aux directions ça ne se fait pas par la grève. La grève, c'est un temps pratiquement inexistant dans le secteur privé et très intermittent dans le secteur public. Donc non, ce n'est pas par la grève qu'on s'oppose aux directions, et comme aujourd'hui il n'y a que ça comme moyen d'action, la grève comme absence de travail, on ne mobilise pas toute l'organisation – les militants, les institutions, les protections (par exemple la protection contre le licenciement des délégués syndicaux), on ne mobilise pas toute cette organisation pour dire "ah non non, nous allons nous auto-organiser dans ce que nous faisons au travail" »¹⁴.

La grève qui permet à la classe des producteurs de montrer sa force en paralysant la société disparaît au profit d'une « lutte de classe » déconnectée des combats réels quotidiens menés par les salariés jugés inutiles et inefficaces. B. Friot lui substitue une illusion « auto-organisation » reposant sur les épaules de retraités continuant à travailler jusqu'à leur mort.

ÉMANCIPATION, TEMPS LIBRE ET/OU LIBÉRATION DU TRAVAIL

Si B. Friot ne rejette pas dans son dernier livre la réduction du temps de travail, comme il l'avait parfois fait auparavant, il n'en reste pas moins opposé au mot d'ordre « de travailler moins pour travailler tous ». Il ne voit comme justification à la réduction du temps de travail que la nécessité d'« inclure dans le travail le temps de délibération et de formation »¹⁵.

Pour B. Friot l'autonomie permise par le « salaire à vie » permettrait de libérer

le travail en donnant à chacun le droit citoyen de pratiquer l'activité qu'il souhaite, dans les conditions qu'il désire. L'approche de Marx, dans le livre III du *Capital*¹⁶ est très différente. Pour lui, l'obligation dans laquelle se trouve l'homme « dans toutes les formes de société et sous tous les types de production » de produire et de reproduire les conditions matérielles de son existence ne permet pas que « cesse le travail dicté par la nécessité et les fins extérieures ».

Même dans une société où les rapports de production capitalistes auront été abolis, subsistera la nécessité « de se mesurer avec la nature¹⁷ pour satisfaire ses besoins, conserver et reproduire sa vie ».

Une telle société marquerait un progrès considérable sur la société capitaliste en ce que « les producteurs associés – l'homme socialisé – règlent de manière rationnelle leurs échanges organiques avec la nature et les soumettent à leur contrôle commun au lieu d'être dominés par la puissance aveugle de ces échanges, et ils les accomplissent en dépensant le moins d'énergie possible, dans les conditions les plus dignes, les plus conformes à leur nature humaine. » La nécessité d'un travail « contraint », partagé entre l'ensemble des « producteurs associés » n'en demeure pas moins. Elle suppose une organisation sur le plan local, national et international pour planifier et assurer la production des valeurs d'usages nécessaires, le renouvellement du matériel, la formation, le maintien de la vie en bonne santé de toutes et tous.

Aussi, pour Marx, le « règne de la liberté », « l'épanouissement de la personne humaine qui est sa propre fin » ne peut se situer qu'« au-delà de la sphère de la production matérielle proprement dite ». La réduction du temps de travail, permise par l'accroissement de la productivité de celui-ci, en est selon lui « la condition fondamentale ».

L'émancipation sociale n'est pas celle du « travail à vie », même libéré des exigences d'une société fondée sur le profit. Elle est avant tout libre activité hors du travail, même si celui-ci, partagé et effectué dans un minimum de temps reste une nécessité. Une position dont B. Friot était beaucoup plus proche dans les années

quatre-vingt-dix, quand il faisait l'apologie du droit à ne « rien » faire, permis par le salaire socialisé, précisant que « ne rien faire c'est user librement de son temps pour travailler bien sûr, mais aussi pour entretenir des liens familiaux ou d'amitié, se soigner ou se former, militer dans un syndicat ou un parti politique, élever ses enfants, aller au cinéma, etc. Être payé à ne rien faire, c'est percevoir un salaire à disposer librement de son temps. »¹⁸

S'appuyer sur le « déjà là », mais pour aller où? Dans ses discussions avec les militantEs anticapitalistes, B. Friot met souvent l'accent sur un risque bien réel. Le combat pour l'émancipation sociale ne peut se contenter de la dénonciation des méfaits du capitalisme, complété par un appel abstrait à « prendre le pouvoir », à « renverser le système » ou « faire la révolution ».

Pour convaincre et mobiliser, il ne suffit pas, insiste-t-il à juste titre, de dire ce contre quoi l'on est mais il faut avancer des objectifs concrets qui montrent la nécessité de rompre avec le système. Il insiste sur le rôle de ce qu'il appelle les « déjà là », institutions ouvrières, acquis sociaux (il préfère parler de « conquis »), dont la Sécurité sociale est un élément essentiel, instaurant dès aujourd'hui les germes d'une société à laquelle chacunE contribue selon ses moyens, pour recevoir selon ses besoins.

La nécessité de mettre en avant des revendications s'appuyant sur des exigences et des aspirations de notre classe, et posant dans les faits la

question de la rupture avec le capitalisme, est ce que nous appelons, dans la tradition des premières années de l'Internationale Communiste, puis de la IV^e Internationale, stratégie et programme de transition. Les revendications sur la protection sociale y jouent un rôle décisif (salaire « continué » pour faire face à toutes les situations de « hors emploi », santé gratuite pour tous...). Mais ces revendications n'ont de sens qu'en s'articulant dans la perspective de poser la question du pouvoir, et non de la contourner. Quelles que soient les difficultés actuelles, dans l'état d'affaiblissement et de fragmentation dans lequel se trouve le mouvement social et ouvrier à définir une telle stratégie et à construire une force capable de la faire vivre, il n'y a pourtant pas d'autre voie. □

1) Prenons le pouvoir sur nos retraites, éditions La Dispute. Par la suite, les initiales PPSR indiqueront les références de pages.

2) PPSR Page 47.

3) PPSR Page 47.

4) PPSR Page 17.

5) PPSR Pages 17-18.

6) PPSR Page 100.

7) PPSR Page 9.

8) PPSR Page 4.

9) PPSR Page 106.

10) PPSR Page 100.

11) PPSR Page 51.

12) Entretien à Frustration magazine, 28 février 2020.

13) Le Manifeste du parti communiste, « II) prolétaires et communistes ».

14) Entretien à Frustration magazine 28 février 2020.

15) PPSR Page 92.

16) Le Capital, Livre III, p 1487-1488.

17) Dans le respect de cette nature, est-il indispensable de préciser aujourd'hui.

18) « Assurances sociales, solidarité nationale, salaire socialisé », La Revue de l'IRES, septembre 1999.



Paris, 11 mars 2023. Septième manifestation contre la réforme des retraites. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

« La bourgeoisie a de moins en moins recours au spectacle démocratique »

ENTRETIEN AVEC MATHIEU RIGOUSTE*

L'Anticapitaliste: Quel est l'arsenal déployé par la police dans les manifestations aujourd'hui ? Quelle est la signification politique de l'utilisation de telles armes, et des arrestations « préventives » ou en manifestation ?

Mathieu Rigouste: On a un continuum militaire et policier qui croise plusieurs dynamiques, notamment des dynamiques préventives, de fichages, d'établissement de listes et parfois des arrestations préventives, assignations à résidence, selon les séquences.

Sur le terrain, il y a différents niveaux de quadrillage, qui peuvent aller de la nasse ponctuelle, avec usage de gaz, à la nasse mobile, autour de la manifestation, voire l'interdiction du rassemblement et l'attaque automatique de certains rassemblements, avec gaz et tous types d'armes mutilantes pour disperser, blesser, abîmer les corps et empêcher la manifestation.

Et maintenant il y a la surveillance tout au long, avec les caméras portatives, les drones, et la surveillance des réseaux sociaux.

Bien entendu, il y a aussi tout l'arsenal des armes dites sublétales, qu'on ferait mieux d'appeler armes toxiques et mutilantes, comme les gaz et les balles de défense. Les tasers ne sont pas tellement utilisés en manifestation, mais peuvent l'être pendant les arrestations. Il faut voir aussi tout l'appareillage judiciaire et la chaîne d'incarcérations et de traitement judiciaire, c'est-à-dire les arrestations, comparutions immédiates, gardes à vue, gardes à vue prolongées, criminalisation médiatique et tentatives de traiter judiciairement et de pénaliser de manière maximale les personnes arrêtées pour faire du chiffre et de la démonstration, et pour abîmer les parcours de vie et écraser

les personnes qui se mobilisent et ainsi dissuader de continuer.

On a vu aussi, pendant différentes séquences, le recours à Sentinelle et aux unités militaires de quadrillage des territoires sur certaines opérations de contrôle ou de répression. Il faut bien avoir en tête qu'à chaque fois que les mouvements sociaux débordent le cadre préétabli par les bureaucraties syndicales et les capacités policières de gestion de ces mouvements, il y aura une montée en intensité et en militarisation. Parce qu'une des fonctions principales du financement, de l'organisation, de l'entraînement, du maintien en condition d'une armée, c'est aussi de pouvoir l'envoyer contre les soulèvements populaires, contre les processus révolutionnaires.

Et donc, évidemment, c'est ce qui s'expérimente en permanence dans les domaines coloniaux et dans les centres d'entraînement à la guerre urbaine sur le territoire métropolitain.

Concernant la signification politique, c'est à nous, depuis en bas, depuis les luttes, de la mettre en récit, c'est à nous produire une analyse de ce que veut dire, politiquement, ce système répressif.

Pour moi, ça vient simplement révéler les dimensions structurelles et systémiques de ce qu'est le capitalisme racial et patriarcal. La manière dont c'est présenté, leur démocratie, à travers toute la modernité impérialiste occidentale, a toujours été un régime de justification, de mystification.

En fait, ces régimes bourgeois racistes et patriarcaux n'ont entretenu ce mythe de la démocratie, des Droits de l'Homme, de la séparation entre la police et l'armée entre le temps de paix et de la guerre, que pour les séquences et contre les strates des

classes populaires contre lesquelles ils n'avaient pas besoin de monter en puissance répressive ou d'utiliser le régime de guerre.

Aujourd'hui, on est dans une séquence que j'appelle impérialiste sécuritaire, où le continuum militaro-policier est utilisé à plein régime, et où justement la bourgeoisie mondiale et les bourgeoisies des centres impérialistes ont de moins en moins recours au spectacle démocratique et assument très clairement un système d'accumulation du capital et de concentration et de captation du pouvoir, par tous les moyens nécessaires.

Est-ce que pour toi il y a un avant et un après 49-3 et pourquoi ?

MR: C'est lié avec ma réponse précédente. Il y a une étape symbolique avec les usages de plus en plus récurrents et maintenant quasiment systématiques, pas seulement du 49-3 mais de toutes ces dispositifs juridiques qui permettent de contourner le spectacle de la démocratie bourgeoisie.

Ces dispositifs ont été créés en même temps que la Constitution de la 5^e République dans un cadre, justement, de guerre coloniale, de contre-révolution, de guerre intérieure. Ils ont été là à toutes les époques, ils ont servi à chaque fois que le bloc de pouvoir a décidé qu'il n'était pas nécessaire de maintenir la mythologie démocratique et qu'il avait besoin de passer outre. Et donc ça, ça s'intègre aussi dans une continuité. Après il faut justement ne pas se laisser avoir par ce mythe démocratique: l'utilisation de la force pure et l'écrasement des volontés populaires, de toutes formes d'auto-organisation, de résistance, etc., c'est la structure du pouvoir dans le domaine colonial.

Finalement, à travers le 49-3 et le

durcissement autoritaire au centre de l'impérialisme, le système est en train d'importer et de généraliser au centre ce qui est sa dynamique, sa mécanique principale dans les périphéries et dans les semi-périphéries, c'est-à-dire la gestion autoritaire dictatoriale et par les moyens les plus féroces des peuples. C'est ça la normalité du système mondial et de l'impérialisme.

Il est simplement en train de l'importer, de la généraliser, dans les centres et contre des strates, des classes populaires, des parties des mouvements sociaux qui ne les subissaient pas jusque-là.

Comment replacer tout ça dans un contexte plus large, à la fois sur la « politique de maintien de l'ordre » de l'État français dans la période, et dans la période politique que nous vivons ?

MR: Depuis mon travail, je me distingue un peu d'une partie de la géographie critique anglo-saxonne et notamment des travaux de Harvey où il parle de nouvel impérialisme, à partir des guerres en Irak et en Afghanistan. Je suis en train de confronter les hypothèses que j'avais développées pour l'histoire et le cas français, et de les confronter dans une histoire globale des centres impérialistes et d'une histoire décentrée globale et de longue durée de la contre-insurrection et du système sécuritaire.

J'observe qu'on n'est pas dans un nouvel impérialisme mais dans une phase particulière, que j'appelle « sécuritaire », un impérialisme sécuritaire ou une séquence sécuritaire de l'impérialisme, parce que les dynamiques de fond sont les mêmes que celles qui dirigent l'expansion mondiale de ce système depuis son premier âge entre le 15^e et le 17^e siècle : accumulation maximale, concentration du pouvoir, dépossessions, des territoires, des corps, des cultures, aliénation, etc.

Le système mondial se concentre sur la forme sécuritaire, et la forme sécuritaire est une forme qui considère la population comme une matière à gouverner par la guerre policière permanente. Et avec différentes dynamiques, des dynamiques préventives dont on a parlé, une dynamique pro-active, qui consistent à produire les conditions d'extension et de reproduction du système. Une dynamique intensive, où il s'agit de maximiser les taux de profit et



Casserolade et comité d'accueil du ministre de l'Éducation Pap Ndiaye à la Gare de Lyon, 24 avril 2023. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

ce que j'appelle le taux de contrôle, qui est complètement articulé à la baisse tendancielle du taux de profit.

Pour moi, s'il y a cette baisse tendancielle, c'est parce qu'il y a une baisse tendancielle du taux de contrôle : à travers les séquences, à travers les âges, les résistances populaires se réorganisent et font que ça coûte toujours de plus en plus cher, économiquement, politiquement au pouvoir, de se reproduire.

Il doit en permanence s'affronter à la résurgence, à la réorganisation des résistances, de révoltes, de soulèvements, et donc il doit en permanence développer des technologies de pouvoir qui soient optimisées.

Et la dernière logique, c'est la logique supplétive, qui est logique au cœur du pouvoir colonial à toutes les époques et qui consiste à faire participer, à faire collaborer des strates des classes dominées à la reproduction du système d'accumulation et de pouvoir, et qui est vraiment au cœur de la logique sécuritaire.

Pour conclure, il faut bien se dire que ce sont aussi des schémas de pouvoir qui ne sont pas mécanistes, qui ne fonctionnent pas de manière absolue et qui sont aussi gouvernés par des logiques d'opportunisme où les classes dominantes, dans certains aspects, pensent les stratégies à très court terme. Ainsi, on voit partout, dans le développement de l'impérialisme sécuritaire, des interstices dans les systèmes de contrôle, de surveillance, de répression, comme en retour de chaque rouage, de chaque mécanique, il y a toujours des manières d'intervenir, de bloquer, de

saboter. On voit aussi que le pouvoir ne se manifeste jamais comme il est fantasmé par les classes dominantes, qu'on a évidemment toujours raison de résister et de s'organiser, et qu'on en est capable.

Depuis 2011, et les révolutions arabes, et le soulèvement mondial de 2019, on a vu que les déploiements féroces de forces militaires et sécuritaires écrasent les vies et les peuples, mais n'arrivent pas à les soumettre définitivement. Il s'agit aussi pour nous de penser des mouvements révolutionnaires sur la très longue durée, un peu comme le font les zapatistes qui réfléchissent sur 500 ans de résistance, et la révolution kurde qui se pense comme un processus de 5 000 années de résistance.

Il faut qu'on construise des structures et des capacités révolutionnaires sur le temps très long, qui nous permettent de nous réorganiser en permanence, et puis de construire l'autre société qui remplacera celle-là. Quand on a des défaites sur certaines séquences, il faut les penser comme des batailles dans un mouvement révolutionnaire de très longue durée. □

Propos recueillis par Antoine Larrache

* Mathieu Rigouste est sociologue et essayiste, chercheur indépendant en sciences sociales, réalisateur et militant. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment *L'ennemi intérieur : La généalogie coloniale et militaire de l'ordre sécuritaire dans la France contemporaine*, La Découverte, 2009.

Esteban Volkov, mort d'un dernier témoin

PAR CLAUDIO ALBERTANI*

Vendredi 16 juin, est décédé au Mexique Esteban Volkov, petit-fils de Léon Trotsky et dernier témoin vivant de l'attentat meurtrier qu'il a subi, commis par Ramón Mercader, le 21 août 1940. Nous reproduisons un article d'hommage.

À 97 ans, Esteban Volkov, le petit-fils de Trotsky, l'un des derniers survivants des purges de Staline, est parti. Né en 1926, Sieva – comme l'appelaient celles et ceux d'entre nous qui l'aimaient – a vécu de près le stalinisme. Sa mère, Zinaïda Bronstein, connue sous le nom de Zina, était la fille de la première compagne de Trotsky, Aleksandra Sokolovskaya, une éminente révolutionnaire indépendante. Son père, Platón Volkov, membre du syndicat des enseignants, a été abattu en 1937. La sœur de Zina, Nina, est décédée de la tuberculose en 1928. Sa fille, Volina, alors âgée de trois ans, a été confiée à sa grand-mère Aleksandra, qui dirigeait l'opposition de gauche à Leningrad.

En janvier 1931, Zinaïda obtint un visa pour commencer un traitement à l'étranger et arriva à Prinkipo, en Turquie, où Trotsky était en exil. Elle avait le petit Sieva avec elle, mais elle laissait Platón et son autre enfant, Aleksandra. Accablée par la mort de sa sœur Nina, dont elle

s'était occupée pendant qu'elle était elle-même malade, Zinaïda se rendit à Berlin pour se faire soigner. Sieva est resté avec Trotsky et Natalia Sedova, sa deuxième épouse, il n'a donc pu rejoindre sa mère qu'à la fin de 1932. Terrifiée par le nazisme et criblée de maladies, Zina s'est suicidée au gaz le 5 janvier 1933.

Ensuite, Sieva, sept ans, a été confié à Lev Sedov – né en 1905, fils de Trotsky et Natalia – qui l'a emmené à Paris, où il a vécu et dirigé le mouvement trotskyste. Cependant, en 1938, Sedov perdit la vie à la suite d'une opération de l'appendicite bien qu'il ait été très certainement empoisonné par les agents de Staline¹.

Arrêtée en 1935 par la Guépéou, la grand-mère Aleksandra a été vue pour la dernière fois dans un camp de travail de la Kolyma en 1937. Volina a été perdue dans les purges, tout comme Aleksandra Volkov, la sœur de Sieva. Platón a été abattu en 1938.

L'odyssée de Sieva n'était pas encore terminée. D'après ce qu'il m'a lui-même dit, il vécut quelque temps à Paris sous la garde de Dina Vierny (Dina Aïbinder, 1919-2009), collectionneuse, galeriste et muse du sculpteur Aristide Maillol, mais une militante trotskyste et parfois amante de Vlady, le fils de Victor Serge.

AU MEXIQUE

En 1939, Marguerite Thévenet et Alfred Rosmer, anciens militants ouvriers et amis de Trotsky, emmènent Sieva au Mexique, au terme d'une longue bataille juridique entre Trotsky et Jeanne Martin des Pallières, la veuve de Sedov, pour obtenir sa garde. Sieva avait alors treize ans. En mai 1940, il fut blessé lors de l'attaque de Siqueiros contre Trotsky ; il a rencontré l'homme qui serait finalement le meurtrier, le croyant être un camarade, et en août, il a vu son grand-père tué.

Les 83 années suivantes, Sieva vécut au Mexique de manière relativement calme, prenant soin de la mémoire de

son grand-père et aidant à créer des institutions telles que le Museo Casa León Trotsky, dédié à la mémoire du révolutionnaire russe. Il entreprit également une carrière scientifique, se maria et eut quatre filles, toutes des femmes brillantes. Et surtout : il n'a jamais perdu espoir dans la possibilité de construire un monde meilleur.

La vie de Sieva symbolise la tragédie d'une révolution qui se dévore elle-même. On pourrait dire que le 20^e siècle avec ses utopies et ses cauchemars meurt avec lui – maintenant oui – ; mais, en même temps, avec sa douce personnalité et aussi avec son entêtement, Sieva symbolise l'humanisme révolutionnaire qui ne meurt jamais. Je n'oublierai jamais ses yeux bleus, sa camaraderie et l'honneur qu'il m'a fait en m'invitant, anarchiste de toujours, à ses anniversaires que nous avons fêtés dans un restaurant russe du sud de Mexico.

En ce qui concerne la vie de Sieva, il convient de mentionner le documentaire d'Adolfo García Videla, *Mes souvenirs avec Trotsky: entretien avec Esteban Volkov*, qui a été présenté au campus Centro Histórico de l'Université autonome de Mexico le 20 août 2013. Fidèle à lui-même, Volkov a souligné à cette occasion que le capitalisme a atteint un niveau d'exploitation, de destruction de la planète, et que le marxisme est l'une des options qui existent. J'aimerais qu'il y ait d'autres idéologies, d'autres méthodes qui pourraient nous donner une solution pour sortir de cet enfer dans lequel vit une grande partie de la population. □

Publié dans La Jornada le 18 juin 2023.

* Claudio Albertani est professeur à l'académie d'histoire et de société contemporaine à l'université autonome de Mexico.

¹ Il est pratiquement certain que ce n'est pas le cas, d'après l'étude réalisée par Jean-Michel Krivine (NDLR).



Natalia Sedova, Léon Trotsky et Seva Volkov à Taxco (Mexique) en 1939. © collection personnelle de Gilles Walusinski

À propos de Gramsci, via André Tosei

PAR VINCENT CHARBONNIER

À la lecture d'André Tosei, Vincent Charbonnier propose d'approcher Gramsci sur deux dimensions : le concept d'hégémonie, et le rapport entre les dimensions objective et subjective du processus révolutionnaire et de la pratique militante.

En France, l'élaboration théorique et politique d'Antonio Gramsci (1891-1937) demeure l'objet d'une notoriété restrictive, qui est sans doute redevable à l'histoire de sa réception¹ : elle se manifeste par la mise en exergue de quelques-unes de ses notions ou catégories centrales, celle d'hégémonie par exemple, et par leur usage cavalier qui leur fait dire à la fois moins et moins bien que ce qu'elles entendent désigner en réalité. A été ainsi développé une sorte de « Gramsci faible » avec pour avatar une pluralité de gramscismes « à la mode de » qui n'enrichissent pas la réflexion sur son élaboration, qu'il s'agisse d'un Gramsci « culturaliste » chez lequel l'hégémonie est réduite à l'idée, sommaire, de gagner la bataille des idées, ou qu'il s'agisse d'un Gramsci post-moderne, constructiviste intégral, grâce auquel pourrait se construire un « peuple » par le biais d'un discours agrégeant des « demandes » autour de signifiants vides qu'on arrive à hégémoniser².

C'est un fait que cette élaboration est complexe³. Non pas en raison d'une absurde vanité de distinction de sa part, mais plus sûrement en raison des conditions matérielles et intellectuelles de sa genèse, tout particulièrement pour ce qui concerne ses écrits carcéraux, ceux que la postérité a enregistrés sous l'intitulé *Cahiers de prison*⁴, et dont il faut rappeler qu'il s'est agi pour son auteur de s'occuper l'esprit afin ne pas perdre pied durant sa réclusion forcée dans les geôles de l'Italie fasciste. Sans doute la lecture des textes de Gramsci est-elle la

meilleure introduction à son élaboration, en particulier ses textes de jeunesse⁵ qui permettent d'entrer dans le « labyrinthe de papier » des *Cahiers de prison*, dont la lecture est proprement captivante.

Pour ne pas en demeurer à de simples incantations, de lecture notamment, je voudrais brièvement signaler quelques thèmes centraux de la réflexion de Gramsci, en m'appuyant notamment sur le travail d'André Tosei, dont l'une des qualités – ce n'est pas la moindre – est la ténacité avec laquelle il l'a poursuivie pendant quarante ans⁶. Ce travail a été développé dans une série de textes recueillis dans plusieurs ouvrages : trois d'entre eux ont paru de son vivant⁷ et un dernier, *Le fil de Gramsci*, qui rassemble des textes publiés à titre posthume, de 1983 à 2000, dont un texte inédit en français⁸.

L'ÉLABORATION DE GRAMSCI A CONSTITUÉ LA RESSOURCE MAJEURE DU MARXISME ITALIEN DES ANNÉES 1960-1970

Sans rentrer dans le détail sur la manière par laquelle Tosei est en venu à Gramsci⁹, disons qu'il a d'abord été sensible au caractère original, indissociablement historique, philosophique et politique, du marxisme italien des années 1960-1970 dont l'élaboration de Gramsci a constitué la ressource majeure. Tosei y a plus particulièrement individualisé la question de l'État et de sa transformation démocratique, c'est-à-dire la double et indissociable question de l'hégémonie et de l'action¹⁰. Le caractère novateur de la contribution

italienne réside dans une réélaboration ambitieuse de la théorie marxiste selon la modalité cardinale d'une traduction – d'une *tradu(a)ction*¹¹ – qui tient compte de l'histoire concrète de la théorie, de son inégal développement, en particulier pour ce qui concerne la théorie matérialiste historique de la politique¹².

Le *nœud* de cette problématique, récurrente pour la théorie marxiste, se cristallise dans le double fétichisme dont l'État est l'objet, puisque le réformisme en fait « *une sphère au-dessus de la société de classes* » tandis que « *le gauchisme maximaliste l'identifie immédiatement à la volonté de classe, aujourd'hui bourgeoise, demain prolétarienne* ». Or, « *envisagé comme pure volonté politique ou comme instrument de violence pure* », l'État n'est, dans les deux cas, jamais compris « *dans l'étendue de son lien aux rapports de production capitaliste* »¹³ : le fascisme a par exemple montré que l'État bourgeois « *médiatise sa propre violence de classe par les moyens de la légitimation consensuelle, les fameux appareils d'hégémonie* »¹⁴. Rejetant toute conception instrumentale de l'État, Gramsci insiste par conséquent sur la nécessité vitale pour la classe des producteurs de construire la capacité de créer un « ordre nouveau », en se faisant tendanciellement État et surtout en se l'appropriant, c'est-à-dire en le transformant, « *en construisant un rapport*



nouveau entre intellectuels et peuple, entre dirigeants et dirigés»¹⁵. Cela implique dès lors de transformer les modalités historiques du processus révolutionnaire, qui doit s'envisager sur le mode d'une «réforme intellectuelle et morale» de masse.

Pour Gramsci en effet, il s'agit de réaliser la théorie marxiste comme forme supérieure de la culture et de la rendre capable de penser les processus où elle figure. Cette nouvelle formation se cherche sous le nom de «philosophie de la praxis» et s'investit sous la forme de la «science de la politique» adéquate à la construction de l'hégémonie. Elle trouve sa plus haute expression dans la thématique de la «réforme intellectuelle et morale», qui concerne les masses autant que le Parti, en tant qu'intellectuel collectif et «Prince moderne». Une part importante de ce dernier devra être consacrée, écrit Gramsci, «à la question d'une réforme intellectuelle et morale, c'est-à-dire à la question religieuse ou d'une conception du monde. [...] Le Prince moderne doit et ne peut pas ne pas être le champion et l'organisateur d'une réforme intellectuelle et morale, ce qui signifie créer le terrain pour un développement ultérieur de la volonté collective nationale-populaire vers la réalisation d'une forme supérieure et totale de civilisation moderne.»¹⁶

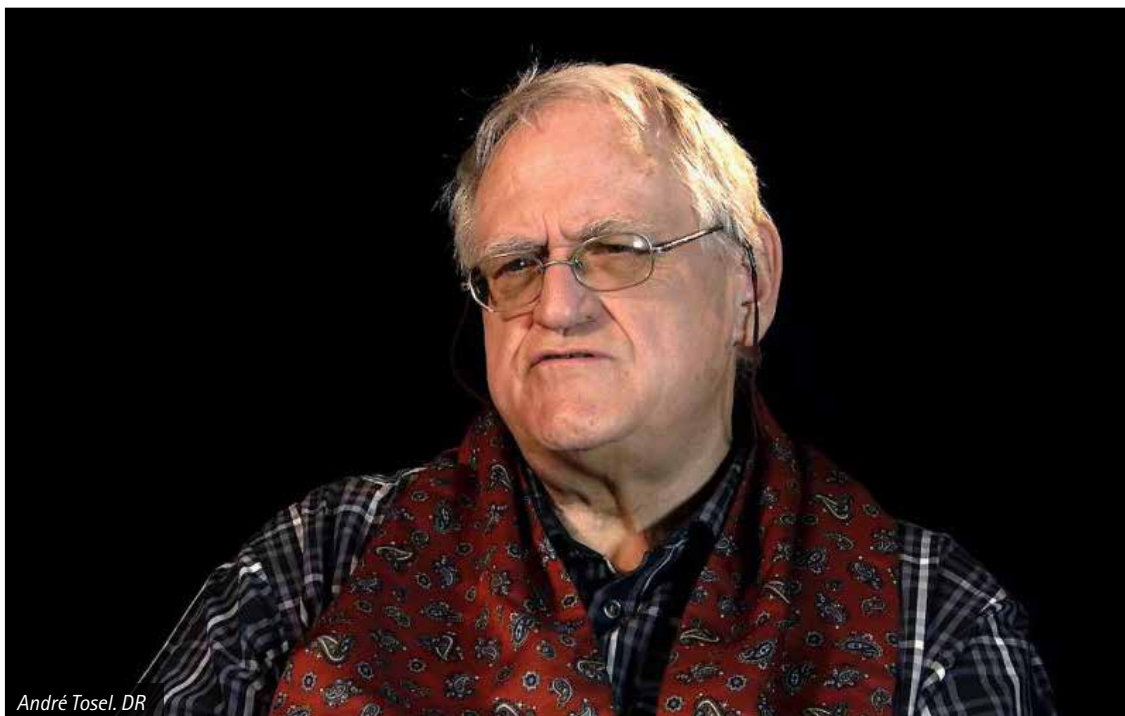
« LE PASSAGE DE LA PHASE ÉCONOMICO-CORPORATIVE À LA PHASE ÉTHICO-POLITIQUE »

Cette réforme intellectuelle et morale poursuit deux tâches étroitement imbriquées : la première est de recomposer le marxisme dans la sphère de la haute culture, et de transformer ses formes idéologisées au sein des masses ; la seconde est d'assurer la réduction tendancielle des oppositions entre dirigeants et dirigés, entre intellectuels et simples. Puisque ce qui existe est une combinaison de vieux et de nouveau, puisqu'il s'agit d'un équilibre provisoire, la tâche de la philosophie de la praxis est de construire pratiquement les formes et les conditions de l'hégémonie par la catharsis, c'est-à-dire «le passage de la phase economico-corporative à la phase éthico-politique». Sur le plan théorique, la tâche est de «réinterpréter la "synthèse" de Marx dans cette perspective et de penser l'unité structure-superstructures sous la catégorie de "bloc historique"». Il s'agit donc de penser la médiation du moment economico-corporatif, le moment où «les masses commencent par s'identifier dans une critique rudimentaire de l'économie politique, [le moment] où elles accèdent à la conscience de leur intérêt économique de classe, violemment séparé, jaloux de sa différence», et du moment éthico-politique, «phase de la lutte [...] qui est celle de la conquête du pouvoir d'État, et de la

direction-transformation de toute la société.»¹⁷

Cette médiation du moment economico-corporatif au moment éthico-politique exige de renouveler complètement la façon de concevoir les rapports entre masses et intellectuels, entre dirigés et dirigeants, entre production et pouvoir. La réforme intellectuelle et morale est «le thème où s'articulent le mouvement réel et la théorie qui le guide, le procès de constitution du "bloc historique" et [celui] de la forme théorique adéquate à ce bloc (la "philosophie de la praxis").»¹⁸ Il s'agit d'un «double procès de recomposition tendancielle du marxisme dans la haute culture comme "science de la politique" [et de] recomposition du marxisme des masses dans le sens de son élévation au niveau d'un marxisme plus cultivé, comme constitution des masses en instance dirigeante.»¹⁹ Dès lors, le problème n'est plus tant celui «de la disponibilité du savoir», que celui «du mode de production d'un savoir qui est formateur de son auteur, qui n'est compréhension modificatrice de son monde d'objets que s'il est auto-compréhension, auto-modification de son sujet...»²⁰.

La dimension «morale» de cette réforme ne concerne pas uniquement le sujet individuel sur le plan de sa conduite personnelle, mais plus largement la collectivité, au sens de la *Sittlichkeit* («éthïcité») chez Hegel, de l'élaboration d'une moralité objective, d'un ensemble de normes ou de schèmes d'action qui cristallisent une forme de rationalité supérieure, visant une certaine universalité²¹. La réforme intellectuelle et morale vise le changement de constitution et de conception du savoir de la politique, dont l'enjeu est simultanément anthropologique et politique puisqu'il s'agit d'unifier tendanciellement le genre humain



André Tosel. DR



© International Gramsci society

en lui donnant les moyens théoriques et pratiques de construire son émancipation.

Cette réforme doit par ailleurs s'appliquer au réformateur lui-même. C'est la question du parti, « *Prince moderne* », qui doit être l'appareil de *tradu(a)ction* de l'hégémonie politique des producteurs en fait culturel et moral. Rappelant l'origine aristotélicienne du concept de *catharsis*, sa connotation de purgation et d'objectivation des passions, Tosel ajoute qu'il faudrait aussi s'interroger sur « *la dimension pédagogique* »²² et même « *esthétique* » de l'hégémonie qui « *est discipline, direction rationnelle et raisonnable de la spontanéité passionnelle.* » Le parti politique et l'État réformateur jouent ce rôle par rapport « *à l'instinctualité de leur base de masse* » mais qui, sans cette base, ne sont rien, puisque, comme Hegel l'a dit, « *rien de grand ne se fait sans passion, sans passion éduquée, dirigée, hégémonisée comme Raison.* » « *On a là aussi, poursuit Tosel, la base d'une morale politique, militante, qui est une curieuse transposition de stoïcisme : se rendre maître de ce qui dépend de nous, discipliner, diriger par le principe de "l'hégemonikon", la raison directrice* »²³. Cette réforme intellectuelle et morale est enfin solidaire d'une véritable réforme économique, c'est-à-dire une

révolution des rapports sociaux, des rapports de production capitalistes en particulier.

Dans son étude consacrée à la question du jacobinisme chez Gramsci, Tosel note que ce dernier « *n'accepte pas la thèse selon laquelle la révolution n'est possible que sur la base de certaines prémisses propres à la seule société capitaliste développée. L'élément décisif est celui de la volonté qui sait façonner l'objectivité des rapports économiques et qui évite de se laisser engluier dans l'attente de la maturité à venir des temps révolutionnaires* »²⁴. La volonté est donc praxis et « *la philosophie de la praxis prend au sérieux l'action : elle n'est pas reflet spéculaire et spéculatif d'une praxis immobilisée dans le passé de rapports de production qui auraient comme avenir le présent éternel de leur reproduction. Elle échappe à la conception traditionnelle (la tradition de la science moderne) – fût-elle matérialiste – de la theoria qui se donne un objet à refléter et à manipuler* »²⁵.

Cette affirmation de la centralité de la praxis est au cœur de la « *réforme* » [gramscienne] du matérialisme historique, centrée sur la critique de l'économisme et sur la réévaluation de la politique. » Gramsci s'affronte ici à l'énigme de « *l'extraordinaire capacité de résistance*

du capitalisme » à laquelle il propose une réponse par le truchement de cette « *réforme* », celle de « *la théorie de l'hégémonie, qui naît de la reconnaissance précise des formes et des modes de l'hégémonie bourgeoise et de son État élargi* »²⁶.

LE POLITIQUE EN ACTE EST UN CRÉATEUR FONDÉ SUR LA RÉALITÉ EFFECTIVE

Cette « *extraordinaire capacité de résistance du capitalisme* » peut en effet être lue comme une « *révolution passive* » puisque, si les classes dominantes dominant, elles semblent ne plus diriger, incapables qu'elles sont, désormais, « *de faire de leurs intérêts de classe les vecteurs d'une nouvelle universalité* », développant au contraire des « *formes "réduites"* » de celle-ci²⁷. Tout cela invite donc à « *une réévaluation du moment éthico-politique dans la structure de la philosophie de la praxis* », dont la leçon, conclut Tosel, est que, en raison de la désagrégation du « *"sujet" révolutionnaire [...] sous les coups de la restructuration capitaliste* » – signifiant en fin de compte une « *menace radicale* » de désassimilation de masse –, « *l'intérêt pour la vie bonne et l'intérêt*



pour la simple survie coïncident à terme», ce qui «laisse la politique face à son défi, d'être acte de création ou de n'être rien»²⁸.

Dans les termes de Gramsci : « le politique en acte est un créateur ; il suscite, mais il ne crée pas à partir de rien et il ne se meut pas dans le vide trouble de ses désirs et de ses rêves. Il se fonde sur la réalité effective. Mais qu'est-ce que cette réalité effective ? Est-ce quelque chose de statique ou d'immobile ou n'est-ce pas plutôt un rapport de forces en continu mouvement et en continu changement d'équilibre ? Employer sa volonté à créer un nouvel équilibre des forces qui existent et agissent réellement, en se fondant sur cette force déterminée qu'on pense être progressive, et accroissant sa puissance pour la faire triompher, c'est toujours se mouvoir sur le terrain de la réalité effective, mais pour la dominer et la dépasser (ou contribuer à le faire). Le "devoir-être" est donc du concret, c'est même la seule interprétation réaliste et historiciste de la réalité ; le devoir-être est seulement histoire en acte, philosophie en acte, seulement politique »²⁹.

L'ensemble de ces réflexions reconduisent à la question de l'hégémonie et de sa construction. Elle est notamment appréhendée par le truchement de la question de l'américanisme en tant qu'il s'agit d'une transformation-rationalisation de la production capitaliste doublée d'une révolution anthropologique fondamentale. « Gramsci a toujours pensé le mouvement d'expansion des forces productives comme requérant une hégémonie, comme se formant en cette hégémonie même », affirme Tosei, qui ajoute : « les universels de la rationalisation n'ont une dimension hégémonique que s'ils passent l'épreuve de leur devenir langage commun comme des universels de communication et de reconnaissance réciproque par et dans les conflits »³⁰.

Dès lors, l'hégémonie est elle-même pensée « sous l'analogie forte de la diffusion et [de la] constitution d'une langue nationale, commune. » Si donc, « la production se fait en quelque sorte langage », ce dernier n'est pas cependant « absorbé dans la production comme son moyen instrumental », mais conserve au contraire

« sa nature de "medium" et ses propriétés d'espace d'individualisation commun »³¹. Au-delà du dualisme des paradigmes de la production et de la communication, Gramsci invite à rechercher l'idée d'une articulation forte entre le langage et les autres dimensions de la pratique³². Aussi, faut-il solliciter les réserves de sens propres à la philosophie de la praxis et mesurer ce que peut la thématique de la conception du monde entendue en sa dimension ontologique et non pas idéologique. □

1) Sur cette question, voir A. Tosei, « Gramsci en France », *Le fil de Gramsci*, Paris, Éd. Amsterdam, 2022, p. 315-340 et A. Crézégut, « Les œuvres de Gramsci en France : enquête dans les labyrinthes de l'édition », *Mil neuf cent : revue d'histoire intellectuelle*, 2022, n°40, p. 122-142.

2. Voir par exemple E. Laclau, « De l'importance des signifiants vides en politique », *La guerre des identités. Grammaire de l'émancipation*, Paris, La Découverte, 2015, p. 93-107. Voir aussi E. Laclau et C. Mouffe, *Hégémonie et stratégie socialiste. Vers une politique démocratique radicale*, Besançon, Les Solitaires intempestifs, 2009.

3. Voir R. Descendre et J.-C. Zancarini, *L'œuvre-vie d'Antonio Gramsci*, Paris, La Découverte, 2023.

4. A. Gramsci, *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard, 1978-1996, 5 vol., dont une anthologie a été éditée par J.-Y. Frétygné aux éditions Gallimard en 2021. On y ajoutera le recueil élaboré par R. Keucheyan, *Guerre de mouvement et guerre de position*, Paris, La Fabrique, 2011 ainsi que la toujours très utile anthologie générale de l'ensemble de l'œuvre de Gramsci accompagnée d'une substantielle présentation d'A. Tosei : A. Gramsci, *Textes choisis*, Pantin, Le Temps des cerises, 2014

5. Voir A. Gramsci, *Écrits politiques*, Paris, Gallimard, 1974-1980, 3 vol. ; La cité future, Paris, Éd. Critiques, 2017 ; Le journalisme intégral, Paris, Éd. Critiques, 2022.

6. Cela dit, et d'une part, Tosei n'a pas été le seul à travailler sur Gramsci. D'autre part, il faut ici mentionner un certain nombre de travaux récemment parus, outre ceux d'ores et déjà et mentionnés : Y. Douet, *L'histoire et la question de la modernité chez Antonio Gramsci*, Paris, Garnier, 2022 ; V. Lemay et alii (dir.), *Gramsci, notre contemporain*, Paris, L'Harmattan, 2020 ; M.-C. Caloz-Tschopp et alii (dir.), *Rosa Luxembourg, Antonio Gramsci actuels*, Paris, Kimé, 2018 ; *Actuel Marx*, 2015, n°57, « Antonio Gramsci ».

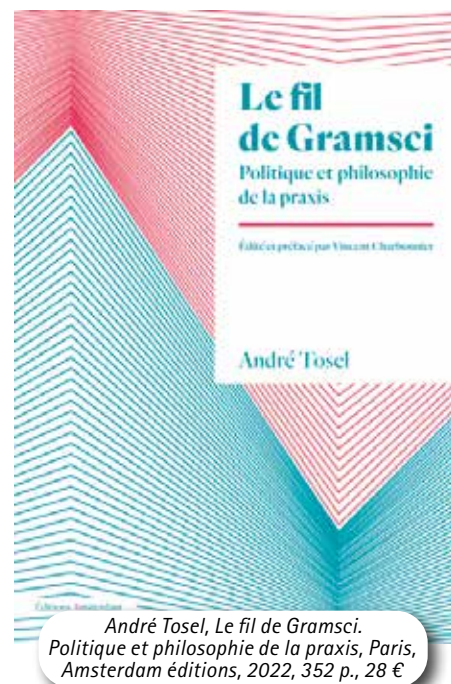
7. Praxis : vers une refondation en philosophie marxiste, Paris, Messidor/Éd. Sociales, 1984 ; Le marxisme du 20e siècle, Paris, Syllepse, 2009, Étudier Gramsci : pour une critique continue de la révolution passive capitaliste, Paris, Kimé, 2016.

8. Ce dernier recueil permet d'abord de faire la jointure entre Praxis (1984) et Le marxisme du 20e siècle (2009) et constitue ensuite une propédeutique et une introduction à son dernier ouvrage Étudier Gramsci (2016).

9. Sur ce point, je me permets de renvoyer à ma préface au recueil d'A. Tosei, *Le fil de Gramsci*, p. 13 sqq.

10. A. Tosei, « Le fil rouge de l'hégémonie » [1984], *Praxis*, p. 13 sqq.

11. Je m'approprie, en la faisant ici varier, une invention lexicale de Tosei dans son article « Quelle pensée de l'action aujourd'hui ? », *Actuel Marx*, 1993, n°13, p. 16-39, qui parle de « produ-action »



André Tosei, *Le fil de Gramsci. Politique et philosophie de la praxis*, Paris, Amsterdam éditions, 2022, 352 p., 28 €

(p. 31 sq.) pour désigner la médiation réciproque de la production et de l'action comme perspective critique sur l'agir social du monde historique.

12. Voir A. Tosei, « Notes pour une histoire critique de la théorie politique du marxisme italien » [1977], *Praxis*, p. 137-153 et « Les critiques de la politique chez Marx », apud É. Balibar, C. Luperini et A. Tosei, *Marx et sa critique de la politique*, Paris, Maspero, 1979, p. 11-52.

13. A. Tosei, « Notes pour une histoire critique... », *Praxis*, p. 143.

14. *Ibid.*, p. 146.

15. *Ibid.*, p. 146-147.

16. A. Gramsci, *Cahiers de prison : cahiers 10 à 13*, Paris, Gallimard, 1978, p. 358.

17. A. Tosei, « Gramsci, philosophie de la praxis et réforme intellectuelle et morale » [1983], *Praxis*, p. 210, 205 et 208.

18. *Ibid.*, p. 210.

19. *Ibid.*, p. 211.

20. *Ibid.*

21. On touche ici à la problématique de l'« Américanisme et du fordisme ». Voir *Cahiers de prison : cahiers 19 à 29*, Paris, Gallimard, 1992, p. 173-213 et A. Tosei, « Américanisme, rationalisation, universalité selon Gramsci » [1989], *Le fil de Gramsci*, p. 243-256.

22. Voir *Cahiers de prison : cahiers 10 à 13*, p. 130 : « Tout rapport d'"hégémonie" est nécessairement un rapport pédagogique ».

23. A. Tosei, « Gramsci, philosophie de la praxis... », *Praxis*, p. 213-214, n. 18.

24. « Gramsci face à la Révolution française : la question du jacobinisme » [1984], *Le fil de Gramsci*, p. 289.

25. « Philosophie de la praxis et dialectique » [1984], *Ibid.*, p. 70.

26. « Orient et Occident. Les problèmes de la stratégie révolutionnaire dans l'analyse gramscienne des Cahiers de Prison » [1988], *Ibid.*, p. 197.

27. « Pour une réévaluation du moment éthico-politique chez Gramsci » [1990], *Ibid.*, p. 225.

28. *Ibid.*, p. 240.

29. A. Gramsci, *Cahiers de prison : cahiers 10 à 13*, p. 375.

30. A. Tosei, « Américanisme, rationalisation, universalité selon Gramsci » [1989], *Le fil de Gramsci*, p. 255.

31. *Ibid.*

32. Sur cette question, voir aussi A. Tosei, *Marx en italiens*, Mauvezin, TER, p. 163-169.

Les balles du 14 juillet 1953 : massacre et mensonge d'État

Entretien avec Daniel Kupferstein, réalisateur et documentariste, auteur des « Balles du 14 juillet 1953 ».

L'Anticapitaliste: Comment en es-tu arrivé à réaliser un documentaire et un livre sur la journée du 14 juillet 1953 ?

Daniel Kupferstein: Je suis avant tout un réalisateur de documentaires avec 30-40 films dont trois concernent la guerre d'Algérie. Cette histoire fait partie de mes préoccupations mais pas uniquement et je ne suis pas spécialiste de l'Algérie. Quand je fais des films, c'est au hasard des rencontres mais aussi avec ce que je pense, que j'ai dans ma tête...

J'étais un ami de Jean-Luc Einaudi quand il a commencé à écrire son livre, *La Bataille de Paris*. Quand il a terminé son bouquin, j'ai eu envie de réaliser un film autour du 17 octobre 61.

En 1997, il est intervenu au procès de Bordeaux contre Maurice Papon et, en 1998, a été attaqué par ce dernier pour diffamation. Lors du procès à Paris, Jean Luc m'a demandé de filmer un témoin qui ne pouvait pas se déplacer mais dont le président avait accepté le témoignage vidéo.

J'ai filmé cet entretien entre Jean-Luc et cet ancien policier. C'est là qu'il m'a dit « mais pourquoi tu ne filmerais pas autour du procès, ça pourrait être intéressant ». Ça été le démarrage de mon premier film concernant la guerre d'Algérie. L'histoire du 17 octobre 61 à l'époque – et peut-être encore aujourd'hui – était confondue avec une autre répression, celle du métro Charonne le 8 février 1962. J'ai eu l'idée quelques années plus tard de réaliser un film sur cette répression pour expliquer les différences entre les deux manifestations, entre les deux répressions mais aussi les ressemblances, c'est-à-dire la répression policière par le même homme Maurice Papon. J'ai ainsi fait ce deuxième film.

Pendant que je faisais ce film, *Mourir*

à Charonne, pourquoi?, un témoin m'a parlé de ce massacre du 14 juillet 1953, que je ne connaissais pas du tout. En 2008, je n'avais même pas lu le livre de Maurice Rajsfus qui datait de 2003. J'ai filmé son témoignage même si ce n'était pas exactement sur Charonne. Lors de la première du film, avec un débat entre témoins et historiens dont Danièle Tarkowsky qui avait déjà écrit un livre sur les manifestations¹ dans lequel se trouve un chapitre sur le 14 juillet 1953, celle-ci me dit: « Daniel, tu devrais faire un troisième film sur une autre répression encore moins connue, celle du 14 juillet 1953 ». Tout en repensant au témoignage que j'avais filmé, je me dis, non, c'est bon, je ne veux pas devenir le spécialiste des massacres parisiens. Sauf que, quatre mois après environ, j'ai réalisé un matin que les témoins directs avaient près de 80 ans. Et je me suis dit, c'est maintenant ou jamais. À partir de ce moment, j'ai mis quatre ans pour faire le film, *les Balles du 14 juillet 1953*.

Et depuis je n'ai pas refait de film autour

de la question de l'Algérie. C'est par un concours de circonstances que je suis devenu involontairement le spécialiste des « massacres parisiens ». À la suite de ce travail, j'ai écrit un livre, qui a le même titre aux éditions La Découverte.

Quand on s'intéresse à cette date, la première question qui vient est celle de l'origine de ces manifestations du 14 juillet organisées par le mouvement ouvrier?

DK: Les manifestations du 14 juillet démarrent en 1935 à l'appel de la Ligue des droits de l'Homme pour s'opposer aux ligues fascistes, après février 1934. Manifestation sur le thème « défendons la République », soutenue par toute la gauche en 1935. En 36, au moment du Front populaire, la manifestation fut énorme et cela a continué en 37, 38 et 39. Après, pendant la guerre, il y a eu quelques manifestations plus éclatées dont celle de Paris du 14 juillet 1944, Place de la République, qui s'est terminée par la mort du dirigeant syndical, communiste, Yves Toudic, abattu par



les brigades spéciales.

Les manifestations ont repris avec celle, énorme, en 1945, pour fêter la liberté revenue. 46, 47, 48, jusqu'en 53 malgré la guerre froide, le PCF, la CGT, le Mouvement de la paix ont continué à manifester le 14 juillet, un peu comme le 1^{er} mai. À partir de 1950, le MTLDD/PPA² s'est joint à la manifestation sur ses propres mots d'ordre en fin de cortège.

Pour ce 14 juillet 53, le mouvement nationaliste a fait un large appel regroupant quasiment un tiers de la manifestation, entre 6 et 8 000 personnes sur 16 à 20 000 manifestants. Après, les manifestations du 14 juillet ont été interdites, et avec la guerre d'Algérie toutes les manifestations, y compris le 1^{er} mai, ont été interdites jusqu'en 68.

Comment s'est déroulée la manifestation ?

DK : Au début, place de la Bastille, des groupes de militaires fascistes manifestent contre le scandale de la gauche pacifiste qui défile (on est en pleine guerre d'Indochine) et décident d'agresser le cortège, de piquer des

drapeaux. Les SO de la CGT et du MTLDD ripostent. Les policiers sont arrivés pour les protéger. Les années précédentes, il y avait quelques centaines de manifestants algériens et là, pour la première fois, le MTLDD est suffisamment en force pour avoir son propre service d'ordre. Le cortège des Français, c'était pour la fête nationale avec des slogans mais aussi des danses, des chants, on célébrait la Révolution française. Pour les Algériens il y avait un service d'ordre bien séparé, sur les côtés, avec des brassards verts, en rangs serrés. Ça faisait une forte impression pour ceux qui regardait, presque paramilitaire. Le pouvoir avait encadré la manifestation : « *Aucune banderole ou pancarte, dont l'inscription (en langue française ou étrangère) aurait un caractère injurieux tant à l'égard du gouvernement ou de ses représentants que d'un gouvernement étranger ou de ses représentants, ne pourra être portée par les manifestants [...] Aucun cri ou aucun chant séditionnel ne devront être prononcé.* »³

Et à l'arrivée, place de la Nation ?

DK : À la fin, rien de particulier, comme pendant la manifestation.

Les Algériens⁴ sont applaudis comme les Français. Place de la Nation, ces derniers se dispersent et à ce moment, la police charge les Algériens pour prendre banderoles, drapeaux algériens, portraits de Messali Hadj. Comme les Algériens sont nombreux et organisés et les policiers pas assez nombreux, la charge de la police a buté sur des manifestants qui ne se sont pas laissés faire. Les policiers tirent et font deux morts dans un premier temps. Mais, au lieu de reculer, les manifestants ont continué à avancer et les coups de feu ont décuplé leur volonté de se battre contre les policiers. Ils ont contre-attaqué. Un car et une voiture de police sont brûlés. Les policiers ont été renforcés et ont multiplié les coups de feu sans sommation. Un carnage en dix à quinze minutes. En plus des 7 morts, j'ai pu recenser 48 blessés sans parler de ceux dus aux coups de matraque, pas hospitalisés, pas connus par la presse, auto-soignés. Après c'est la dispersion totale.

Quelles sont les réactions ?

DK : En haut lieu, les policiers déclarent avoir vu des Algériens, émeutiers, avec des pistolets ou des couteaux, les agresser et ce serait donc de la légitime défense. Les journaux de droite (*le Figaro*, *France soir*, *le Parisien libéré*, *l'Aurore*) évoquent une agression sauvage de la part des Nord-Africains.

Pour *Libération* et *l'Humanité*, la presse hebdomadaire de « gauche » (*l'Observateur*, *Témoignage chrétien*...) la police a tué délibérément sept manifestants. La CGT qualifie les échauffourées de la place de la Nation de « *monstrueuse provocation et odieuse agression des forces policières* ». Il y aura un meeting d'hommage aux victimes le 21 juillet au Cirque d'hiver, une manifestation à l'occasion du départ des Algériens en Algérie et une commémoration pour le français tué, Maurice Lurot, au Père Lachaise avec pas loin de 10 000 personnes au mois de juillet, à l'initiative du PCF, et des initiatives dans de nombreuses villes, à l'appel notamment de la CGT.

Lors des débats à l'Assemblée nationale, le 16 juillet, le ministre de l'Intérieur invoque la légitime défense, prétend avoir des preuves et affirme qu'une enquête va être menée⁵. Lors de l'enquête, le juge d'instruction a écarté tous les témoignages des manifestants : « *leurs dépositions ne sont pas claires, on n'arrive pas à comprendre* » mais a

Les initiatives du Collectif du 14 juillet 1953

Cette année, il y aura comme d'habitude le 13 juillet 2023 à 18h30, la commémoration devant la plaque en mémoire des victimes du 14 juillet 53 (place de l'Île de la Réunion, à droite de la colonne de gauche direction cours de Vincennes) avec allocutions et dépôts de gerbe.

Mais aussi vers 19h30-20h devant le kiosque Place de la Nation, une exposition photos sur les événements du 14 juillet 1953 et la situation faite aux Algériens en France, à cette même époque (l'expo durera durant tout le mois de juillet 2023) et une mise en scène du débat parlementaire de l'été 1953, suivi d'un réquisitoire de Arié Alimi.

Le 30 juin à 22 heures, projection en plein air dans la cour de la Maison des Ensemble, 3 rue d'Aligre, à Paris 12^e.

Le 7 juillet à 19 heures, projection à la librairie Résistances 4 villa Compoint. Paris 17^e, et débat avec Olivier Le Cour-Grandmaison.

Le 10 juillet à 17h30, projection à l'auditorium de la Mairie de Paris, entrée 5 Rue Lobau Paris 4^e organisée par le Collectif et la mairie de Paris.

Et le projet d'un premier rassemblement, place de la Bastille en vue de rejoindre les défilés populaires du 14 juillet 2023.

Les initiatives de l'Association des Ami.e.s de Maurice Rajsfus :

Vendredi 23 juin, salle Maxime Gorki (72, boulevard de Pesaro, Nanterre), à 19 heures. Projection du film de Daniel Kupferstein *les Balles du 14 juillet* et lecture de textes de Maurice Rajsfus. Avec la participation de la librairie El Ghorba Mon Amour.

Dimanche 25 juin, réunion-débat à 17 h au Lieu-dit (6, rue Sorbier, Paris 20e). Lecture de textes de Maurice Rajsfus. Avec l'intervention de Arié Alimi et la participation de la librairie Le Monte-en-L'Air.

Samedi 1^{er} juillet à 18 h au Shakirail (72, rue Riquet, Paris 18e). Projection du film de Daniel Kupferstein *Les balles du 14 juillet* et lecture de textes de Maurice Rajsfus.

Avec l'intervention de Daniel Kupferstein et la participation de la librairie Le Rideau Rouge.

gardé tous les témoignages, les mensonges, des policiers qui parlaient de légitime défense. D'ailleurs, ils disent à peu près tous la même chose : « dans une situation de légitime défense, on a répliqué ».

Il y a eu un mensonge d'État du côté du juge d'instruction, un mensonge de la police, des policiers, dont certains déclareront plus tard : « on nous a dit de ne pas raconter ce qui s'était vraiment passé ». Magouille avec les douilles des balles qui ont disparu. Malgré l'identification des balles retrouvées dans les corps des victimes, un policier ainsi identifié a déclaré ne pas comprendre : « j'avais tiré en l'air ». L'enquête s'est arrêtée là. Le juge conclut sur la légitime défense, agression, etc. La contre-offensive des Algériens sert de justification à la légitime défense. Sauf que cela avait été précédé d'agressions et de coups de feu par la police. En 55-56 un non-lieu est rendu (en pleine guerre d'Algérie). Les plaintes portées par des manifestants resteront sans réponse jusqu'à la fin des années 70...

Quels étaient les mots d'ordre, revendications ?

DK : Traditionnellement, la position du PCF est pour le moins ambiguë par rapport aux mouvements nationalistes, indépendantistes. Le MTLD navigue entre autonomie et indépendance. Messali Hadj défend l'idée d'une constituante pour un futur État. Il y a donc une grande divergence entre le mouvement nationaliste favorable à une structure indépendante, séparée de la France, et le PCF qui n'admet pas vraiment l'idée de l'indépendance comme on le verra en 1954. À ce moment, la principale préoccupation des militants français, avec le développement des mouvements nationalistes, c'était la guerre d'Indochine. Le PCF et la CGT ont eu plusieurs militants arrêtés et ils ont voulu mettre sur le même plan les arrestations de leurs militants et la répression contre les Algériens, combattants de la liberté. Comme Danièle Tartakowsky, je défends l'idée qu'il y a une critique de la part de Thorez de la ligne dure, classe contre classe, représentée par André Marty dans les années 50, pour une alliance type union de la gauche, avec partis et syndicats réformistes.

Le 4 août 53, la plus grande grève de la fonction publique, entamée par le syndicat FO des postes de Bordeaux, paralyse toute la France. La ligne d'union

de la gauche syndicale et politique prend le dessus aux dépens des morts du 14 juillet qui deviennent d'autant plus invisibles que l'affrontement paraît lié à la ligne « lutte de classe », « classe contre classe », contre la police. Dès lors, le massacre du 14 juillet, les morts, sont moins pris en compte, et dès la fin du mois, il n'y a plus aucun article sur le 14 juillet dans la presse du PCF et encore moins ailleurs.

Un autre point est qu'il n'y a pas le même rapport quand il y a des morts algériens et des morts français.

Comme on le verra pour le 17 octobre 61. Même le mort français, Maurice Lurot, va disparaître dans cette disparition. On est dans la période d'essor des mouvements nationalistes dans toute l'Afrique, dans toutes les colonies françaises et autres (Inde) qui vont donner des espoirs à tous les peuples avec une violente répression au Maroc, en Tunisie, au Cameroun, à Madagascar. Et comme ils se développent dans les pays colonialistes, la répression s'étend, se durcit sur le sol français. Dans le contexte de la répression de la manifestation contre Ridgway (deux morts). Deux autres Algériens morts dans le cadre des manifestations contre l'arrestation et l'enlèvement de Messali Hadj. Lors des manifestations à l'initiative du MTLD le 23 mai 53 au Havre, à Montbéliard, à Charleville-Mézières, il y a eu 3 morts, des dizaines de blessés. Ils ont tous disparus de la mémoire alors qu'il s'agit de répression violente, avec des morts, de vrais oubliés de l'histoire.

Quelles sont les réactions de la population autour de la fin de la manifestation ?

DK : Des gens, nombreux, vont porter secours aux blessés, arrêter des voitures, « réquisitionner » des taxis pour prendre en charge les Algériens blessés, les emmener dans les hôpitaux. Même si pour

ceux-ci pèse la peur, dans les hôpitaux, d'être fichés. Une solidarité dans les hôpitaux même où les gens viennent apporter à manger et où il y a la queue pour rendre visite aux blessés.

Comment cet épisode résonne-t-il aujourd'hui ?

DK : Cette histoire, comme celle du 17 octobre ou Charonne, doit être reconnue par l'État comme massacre d'État. Elle fait partie de notre histoire, pas glorieuse certes. Sinon on rejette une partie des personnes issues de l'immigration, notamment algérienne. Cela signifie que l'on

ne reconnaît pas une partie de cette histoire, de leur histoire, des parents, grands-parents, et c'est dramatique. Sur un autre angle, si les forces de répression tirent dans la foule aujourd'hui, comme celle de juillet 54, une vision perdue, celle du rejet d'une partie la population. Et, quand il y a des affrontements, aujourd'hui comme hier, le nombre de policiers blessés est exagérément amplifié. En 53, ils ont annoncé plus de 200 policiers blessés alors qu'en fait au bout de 3 jours il n'y en avait que dix encore hospitalisés. En réalité peut-être 25 vraiment blessés alors qu'il y a eu 48 blessés du côté des manifestants et de nombreuses autres victimes de coups violemment portés par les forces de l'ordre, probablement une centaine. □

Propos recueillis par Robert Pelletier

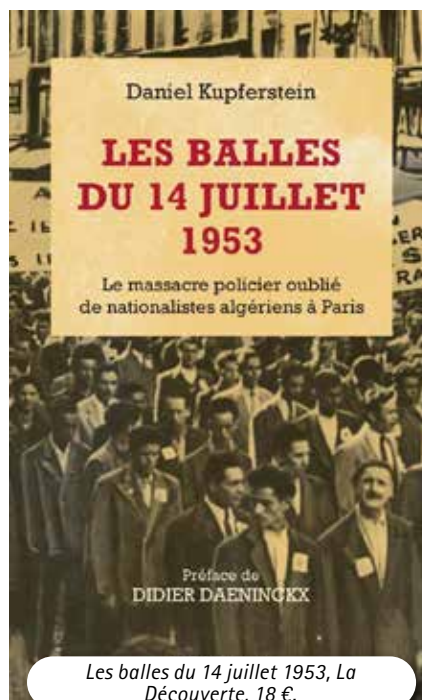
1) Tartakowsky Danielle, Les manifestations de rue en France (1918-1968), Publications de la Sorbonne.

2) PPA : Parti du Peuple Algérien, qui se positionne en faveur de l'émancipation du peuple algérien. MTLD : Mouvement pour le triomphe de Liberté démocratiques "vitrine" légale du PPA contraint à la clandestinité

3) Note de service 99-53, DGPM, état major, 1er bureau, 11 juillet 1953, « 14 juillet 1953. Défilé Bastille-Nation », APP He 3.

4) En fait, citoyens français depuis 1947.

5) Une mise en scène de ce débat parlementaire suivi d'un réquisitoire de Arié Alimi, sera présenté place de la Nation, le 13 juillet 2023.





L'urgence de la radicalité pour désarmer l'État capitaliste et écocide

Paris, 26 novembre 2021, rassemblement contre l'inaction de la COP26. © Photothèque Rouge / Martin Noda / Hans Lucas

PAR HÉLÈNE MARRA

Le gouvernement annonce la dissolution par décret du mouvement écologiste Les Soulèvements de la Terre : 180 comités locaux, de nombreux collectifs et associations écologistes, des syndicats paysans et ouvriers, des partis politiques et tous ceux et toutes celles qui luttent pour préserver les conditions de la vie sur terre, sont concernéEs. Que se cache-t-il derrière cette menace surréaliste ? Pourquoi le gouvernement a-t-il décidé de réprimer si durement ce mouvement ?

Cette persécution étatique semble être symptomatique du danger qu'il représente pour l'ordre capitaliste. Les Soulèvements de la Terre déploient des moyens efficaces pour sensibiliser l'opinion publique et mobiliser massivement autour des luttes de défense des territoires, de l'eau, des terres agricoles et des communs face aux ravages de l'agro-business, de l'industrie du BTP ou encore des infrastructures écocides. Les 17 et 18 juin, ils ont été à l'initiative pour l'une des plus importantes manifestations internationales contre le projet du TAV (ligne ferroviaire à haute vitesse entre Lyon et Turin), un tunnel pharaonique qui devrait être creusé sous les Alpes et dont la fonction est d'intensifier les flux de marchandises internationaux et leur vitesse en doublant une ligne déjà existante et volontairement sous-exploitée. Ce grand projet imposé et inutile, contre lequel le mouvement NoTAV lutte depuis plus de 30 ans des deux côtés de la frontière, provoquerait l'artificialisation de 1500 hectares, la mise en danger de l'accès à l'eau, l'effondrement de la biodiversité et une dangereuse pollution de l'air.

LE GOUVERNEMENT FAIT LA GUERRE À L'ÉCOLOGIE

L'affrontement entre l'État policier et répressif et les Soulèvements de la Terre

symbolise donc le conflit entre, d'un côté, la défense des intérêts privés et des logiques productivistes et d'accumulation du capital et, de l'autre, la défense des intérêts collectifs et des biens communs. C'est une lutte de classes que l'État bourgeois mène avec tous les moyens répressifs dont il dispose pour protéger les pollueurs et leurs profits en écrasant et criminalisant toute forme de contestation.

Les Soulèvements de la Terre sont accusés de mettre en place des actions de sabotage et de « désarmement » des infrastructures climaticides. Ces actions constituent au contraire des formes de lutte pour la survie, pour la protection et le partage des terres agricoles et des ressources naturelles. Les Soulèvements de la Terre constituent une étape historique du mouvement écologiste qui surgit suite à l'échec des marches et des grèves pour le climat. Bien que massives, ces dernières ont en effet été incapables de faire avancer le rapport de forces. Les Soulèvements agrègent différentes sensibilités et tactiques afin de neutraliser, à travers des actions spectaculaires et largement soutenues, les armes et les infrastructures de destruction massive du vivant empêchant toute forme d'adaptation climatique. Celles-ci sont financées et protégées par l'État contre les populations.

ON NE DISSOUT PAS UN MOUVEMENT

Ceux et celles que le gouvernement appelle des criminellEs sont donc des militantEs politiques qui ont compris que les puissants épuiseront jusqu'à la dernière ressource existante sur terre, érigeront des frontières pour se l'accaparer et seront prêts à tuer comme ils le font déjà en Méditerranée avec les migrantEs.

Ce sont donc eux les criminels contre lesquels nous avons le devoir de nous battre en prenant appui sur le renouveau des luttes écologistes, que les Soulèvements incarnent, et en tissant des liens avec le mouvement ouvrier, afin de désarmer l'État capitaliste et écocide.

Nous continuerons à porter une écologie politique radicale, seule capable de freiner la course au profit et de poser les jalons pour une société écosocialiste où la production est aux mains des travailleurs et des travailleuses, des paysans et des paysannes, répond à des besoins sociaux authentiques et prend en compte les contraintes écologiques.

On ne peut pas dissoudre un mouvement, son élan vital, sa créativité, ses modes d'auto-organisation et ses rêves. Le mouvement se poursuivra, assumera d'autres formes et occupera d'autres espaces. Comme la taupe, il apparaîtra brusquement à la surface pour imposer une autre société. □